



**HAL**  
open science

# D'un régime à l'autre : les intellectuels ralliés au pouvoir communiste, 1948-1952

Christine Vidal

► **To cite this version:**

Christine Vidal. D'un régime à l'autre : les intellectuels ralliés au pouvoir communiste, 1948-1952 . Études Chinoises, 2008, XXVII, pp. 41-86. hal-01578310

**HAL Id: hal-01578310**

**<https://hal.univ-lille.fr/hal-01578310v1>**

Submitted on 29 Aug 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# D'un régime à l'autre : les intellectuels ralliés au pouvoir communiste, 1948-1952 <sup>1</sup>

Christine Vidal \*

La question des intellectuels chinois dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle a fait l'objet de nombreuses études d'histoire intellectuelle, sociale et politique. Pourtant, ils n'ont pas tous suscité le même intérêt. Certains ont été moins étudiés que d'autres ou l'ont été de façon partielle ou marginale, souvent au prisme d'une vision centrée sur la dimension révolutionnaire de l'histoire de la Chine au XX<sup>e</sup> siècle. Tel est le cas des intellectuels qui ont durablement maintenu leur autonomie en récusant les monopoles idéologiques revendiqués par le Guomindang et le parti communiste et qui, en 1949, font le choix de rester en Chine continentale.

Nombre d'entre eux choisissent en effet de rester et de coopérer avec le régime instauré à Pékin en octobre 1949. Beaucoup ont pourtant jusqu'à toujours gardé leur distance par rapport au parti communiste. Ceux liés aux groupes et partis de la Troisième force notamment, mais pas seulement. Bien d'autres font ce même choix <sup>2</sup>. Comment expliquer leur ralliement au

---

\* Christine Vidal est maître de conférences à l'université Charles-de-Gaulle Lille 3.

<sup>1</sup> Cet article est tiré d'une thèse intitulée *À l'épreuve du politique : les intellectuels non communistes chinois et l'émergence du pouvoir maoïste dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle*, soutenue à l'EHESS en décembre 2006. Je tiens à remercier pour leurs remarques et conseils les membres du jury : Marie-Claire Bergère, Yves Chevrier (directeur de thèse), Françoise Kreissler, Christophe Prochasson et Alain Roux.

<sup>2</sup> Au sens le plus étroit du terme, la Troisième force (*di san zhong liliang* 第三種力量) désigne les groupes et partis situés entre le Guomindang et le parti communiste qui, dans le contexte de la guerre sino-japonaise, se regroupent pour empêcher la rupture du front uni et tentent de formuler une autre voie pour la Chine, une troisième voie (*di san daolu* 第三道路). À partir de novembre 1939, celle-ci s'incarne dans l'Association des camarades pour l'unité et la construction nationale (Tongyi jianguo tongzhi hui 統

nouveau régime ? Comment ont-ils vécu les premières années du communisme ?

Ces intellectuels, souvent qualifiés à tort de libéraux<sup>3</sup>, ont surtout été étudiés dans le cadre de recherches portant sur les campagnes et mouvements politiques engagés par le parti communiste après 1949. Centrés sur les ambitions idéologiques du pouvoir et les mesures prises pour les réaliser, ces travaux, toutefois, ne rendent pas compte de l'ensemble des modalités de l'implication de ces intellectuels dans le nouveau régime et encore moins de la perception de ce même régime par ces derniers en ses divers moments<sup>4</sup>. Or, leur histoire entre l'effondrement du Guomindang et le dé-

---

—建國同志會), qui devient en mars 1941 une organisation plus ouvertement politique, la Ligue des groupes politiques démocratiques de Chine (Zhongguo minzhu zhengtuan da tongmeng 中國民主政團大同盟), plus connue sous le nom qu'elle prend en octobre 1944 de Ligue démocratique chinoise (Zhongguo minzhu tongmeng 中國民主同盟). Toutefois, si la Ligue démocratique devient alors une composante essentielle de la Troisième force, cette dernière réfère en réalité à un ensemble plus vaste, puisqu'elle comprend l'ensemble des « non alignés », dont de nombreux « sans partis » (*wudang wupai* 無黨無派) qui se tiennent à distance de l'un comme l'autre des frères ennemis. Voir Seymour James D., *China's Satellites Parties*, Armonk/New York : M. E. Sharpe, 1987, p. vii ; Jeans Roger B. (ed.), *Roads not Taken: The Struggle of Opposition Parties in Twentieth Century China*, Boulder : Westview Press, 1992, p. i-x ; Fung Edmund S. K., *In Search of Chinese Democracy. Civil Opposition in Nationalist China 1929-1949*, Cambridge/New York : Cambridge University Press, 2000.

<sup>3</sup> Ce qualificatif est en effet non seulement trop restrictif pour rendre compte de la diversité des influences dont ils se réclament mais il fait faux-sens au regard de l'importance qu'ils accordent à la question de l'État et des choix qu'elle les conduit à faire.

<sup>4</sup> Outre que les recherches sur les intellectuels dans les années 1950 se sont concentrées sur les communistes, les chercheurs ayant abordé les non communistes l'ont souvent fait à travers les partis démocratiques (*minzhu dangpai* 民主黨派). Voir Chen Theodore Hsi-en, *Thought Reform of the Chinese Intellectuals*, Hong Kong : Hong Kong University Press, 1960 ; Lifton Robert Jay, *Thought Reform and The Psychology of Totalism: A Study of « Brainwashing » in China*, New York : W. W. Norton & Company, 1961 ; Goldman Merle, *Literary Dissent in Communist China*, Cambridge (Mass.) : Harvard University Press, 1967 ; Van Slyke Lyman P., *Enemies and Friends: The United Front in Chinese Communist History*, Stanford : Stanford University Press, 1967 ; Siwitt Aray, *Les Cent fleurs*, Paris : Flammarion, 1973 ; MacFarquhar Roderick, *The Origins of the Cultural Revolution. 1, Contradictions among the People 1956-1957*, Londres : Oxford University Press, 1974 ; Goldman Merle, « The Party and the Intellectuals », in MacFarquhar Roderick (ed.), *The Cambridge History of China, vol. 14, The People's Republic, Part I: The Emergence of Revolutionary*

but des années 1950 permet de rendre compte autrement de cette période, sans négliger la diversité des interactions entre le pouvoir et la société qui fut l'un des ressorts essentiels du régime dans sa phase initiale.

Ce fait est central. À l'occulter, on hypothèque la compréhension de cette période. À réduire l'alliance institutionnalisée en octobre 1949 à un piège, on réduit les ralliés à des pions manipulés par un parti omniscient et, partant, on réduit ce dernier à une force machiavélique toute puissante. Or, le Parti n'a pas toutes les cartes en mains : il a besoin du soutien de ceux qu'il s'efforce de rassurer autour d'un programme fédérateur, base du consensus sans lequel il aurait rencontré bien plus de difficultés. Son adoption s'inscrit dans le prolongement de la stratégie d'alliance qui, adoptée au lendemain du VII<sup>e</sup> Congrès du Komintern (juillet-août 1935), est au cœur du deuxième essor du parti communiste, Mao réussissant le tour de force d'imposer, en l'adaptant, la ligne importée de Moscou qu'il a combattue jusqu'à l'été 1936. Après 1949, la poursuite de cette stratégie permet au Parti d'assurer une transition qu'il ne peut assumer seul et participe de son ambition hégémonique.

L'objectif de cet article n'est pas d'analyser cette stratégie en tant que telle mais d'éclairer cette période à travers ceux qui en deviennent partie prenante, de comprendre l'horizon d'attente d'une époque et de rendre compte d'une histoire en marche. Autant d'aspects abordés ici en trois temps, à travers trois moments : la période charnière qui va de l'effondrement de l'ancien régime à la prise des villes par les forces communistes en 1948-1949, l'instauration du nouvel ordre en 1949-1950, et les transformations engagées jusqu'en 1952. Chemin faisant, nous soulignons les attentes de ces intellectuels, leurs doutes et leurs craintes, leurs attitudes et leurs évolutions. Nous montrons aussi que la politisation engagée par le parti n'aboutit bien souvent qu'à une « politisation des apparences » (C. Prochasson). Nous mobilisons trois types de matériaux : des documents

---

*China, 1949-1965*, Cambridge : Cambridge University Press, 1987 ; Chin Day-Hsi, *L'action des partis démocratiques en République populaire de Chine (1949-1957) : la double méprise inhérente de la politique de front uni et ses conséquences*, thèse de doctorat, Paris : EHESS, 1984 ; Andrieu Jacques, « Le mouvement des idées », in Bergère Marie-Claire (dir.), *La Chine au XX<sup>e</sup> siècle. 2, De 1949 à nos jours*, Paris : Fayard, 1990 ; Groot Gerry, *Managing Transition. The Chinese Communist Party, United Front Work, Hegemony and Corporatism*, New York/Londres : Routledge, 2004.

politiques et des archives administratives, des écrits divers (journaux intimes, correspondances, articles publiés dans la presse des années 1940-1950) et des témoignages (autobiographies et souvenirs).

### **À la croisée des chemins, 1948-1949**

Au tournant de l'année 1948, alors que le régime nationaliste n'agit plus que comme un repoussoir, l'immense majorité des intellectuels liés à la Troisième force fait le choix de rester sur le continent, un choix qui n'exclut pas des doutes et des appréhensions, mais qui souligne la distance parcourue par ceux qui ont été d'autant plus critiques avec le Guomindang qu'ils en attendaient beaucoup. Comment expliquer le ralliement au nouveau régime de ceux qui cristallisent le mieux la dynamique de l'autonomisation de la société depuis la fin de l'Empire ?

#### *Parcours dans le premier vingtième siècle*

Se tenant à l'écart du courant révolutionnaire et des partis qui l'incarnent, ces intellectuels sont et restent des intellectuels spécifiques, au sens foucauldien du terme <sup>5</sup>. Ils s'investissent dans l'enseignement et la recherche, les professions juridiques, le journalisme, l'édition, la création, contribuant à la professionnalisation de leurs activités, à la naissance de nouvelles disciplines et à l'essor d'une presse d'opinion. Ils se rassemblent, par ailleurs, au sein de groupes et cercles électifs relativement ouverts et n'hésitent pas à quitter leur champ de compétences pour se prononcer sur des questions d'intérêt général et mener des actions collectives. Ils s'engagent donc, quand la situation l'exige, en même temps qu'ils occupent, en tant que producteurs d'idées et qu'acteurs sociaux, un espace dans la société. Institutionnalisé ou non, cet espace renvoie au politique entendu comme « une modalité d'existence de la vie commune » et comme « une forme de l'action collective qui se distingue implicitement de l'exercice de *la* politique » <sup>6</sup>. Enfin, certains vont mettre leurs compétences au service du pou-

---

<sup>5</sup> Foucault Michel, « La fonction politique de l'intellectuel », in *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris : Gallimard, 2001, p. 109-114.

<sup>6</sup> Rosanvallon Pierre, *Pour une histoire conceptuelle du politique : leçon inaugurale au Collège de France faite le jeudi 28 mars 2002*, Paris : Seuil, 2003, p. 14.

voir en acceptant les postes qu'on leur propose, d'abord dans les années 1910, puis dans les années 1930.

Ces différents rôles renvoient aux termes de l'alternative à laquelle fait face tout intellectuel : se consacrer, en tant qu'intellectuel spécifique, à son domaine d'activité ; s'engager en tant qu'intellectuel critique, dans le débat public et formuler, à partir des compétences et des orientations qui sont les siennes, de la raison et du juste, une analyse critique ou une vision du monde ; mettre ses compétences au service de l'État ou du pouvoir sans pour autant renoncer à sa fonction critique. En ce sens, ces intellectuels sont peut-être moins prisonniers d'une culture ou d'une tradition que ne le laissent entendre les analyses qui, recourant invariablement à la figure du conseiller du prince, en font d'éternels prisonniers du pouvoir politique. Pourquoi, en effet, introduire une relation de causalité entre culture et histoire quand l'évolution historique suffit à rendre compte de configurations peu favorables à l'exercice de ces différents rôles ?

Peu enclins à prendre part aux luttes entre les forces qui s'affrontent pour prendre ou garder le pouvoir, ils ne se positionnent pas moins par rapport à elles, selon des modalités qui évoluent dans le temps, comme évoluent les propositions qu'ils élaborent, surtout à partir des années 1920, au fil de leurs conceptualisations du politique, du pouvoir et de l'État, même s'il faut se garder d'y voir une évolution linéaire et continue, une marche de la raison vers le progrès politique. De fait, leur orientation fondamentale s'accroît en se précisant entre les années 1920 et les années 1940, période marquée par le passage logique – et nécessaire, pourrait-on dire –, de la défense de la liberté comme autonomie individuelle à la défense de la liberté par l'État<sup>7</sup>.

Comme en Occident où les grandes luttes politiques se sont d'abord faites autour de la loi, du droit, de la constitution, ils placent la question des libertés au centre de leurs préoccupations, ce qui n'est pas défendre l'individu contre l'État, mais poser la souveraineté de la Loi comme soumission de l'État moderne. Cette orientation est nette, après l'échec de la République, au début des années 1920<sup>8</sup>. Mais, alors que Hu Shi 胡適

---

<sup>7</sup> Cette orientation rejoint le « libéralisme par l'État » étudié par Lucien Jaume. Voir Jaume Lucien, « Aux origines du libéralisme politique en France », *Esprit*, 1998, 6, p. 37-45 et *L'individu effacé ou le paradoxe du libéralisme français*, Paris : Fayard, 1997.

<sup>8</sup> Le « Manifeste de lutte pour les libertés » d'août 1920, la participation de quelques universitaires au cabinet formé à l'automne 1922 dans le cadre d'un gouvernement de

(1891-1962) place l'institutionnalisation des libertés au centre de son engagement et refuse les partis, que Zeng Qi 曾琦 (1892-1951) s'affirme comme un ardent nationaliste et défend la nécessité d'un État fort, Zhang Junmai et Zhang Dongsun 張東蓀 (1886-1973) puisent dans les courants réformistes socialistes non marxistes, notamment dans le socialisme libéral britannique, dont les principes – pluralisme politique, garantie des libertés individuelles et des droits sociaux, intervention de l'État – préfigurent les orientations de la Troisième force dans les années 1940<sup>9</sup>.

Cette conception interventionniste de l'État rejoint l'étatisme des membres du Parti de la jeunesse (Zhongguo qingniandang 中國青年黨) dont Zhang Junmai se rapproche, au demeurant, après la prise du pouvoir par le Guomindang, ou encore des positions d'un Luo Longji 羅隆基 (1896-1965), favorable à un « nationalisme étatiste » (*guojiazhu yi de nationalism* 國家主義的 *nationalism*). À partir des années 1930, cette conception de l'État devient une orientation forte et sera une revendication centrale de la Troisième force qui entend concilier démocratie politique et démocratie économique, libertés et justice sociale.

Dans l'entre-deux, divers rapprochements se sont opérés. Après 1928, Zhang Junmai et les membres du Parti de la jeunesse s'associent sur la base de leur hostilité à Chiang Kai-shek et se mobilisent autour de la question de l'institutionnalisation des droits, bientôt suivis par Hu Shi, Luo Longji et Wang Zaoshi 王造時 (1903-1971). Tous s'engagent alors pour opposer à une tutelle qui masque mal l'arbitraire du régime la nécessité de fonder un État de droit, de garantir droits civils et sociaux, d'engager des réformes. Autant de revendications qui, après l'invasion de la Mandchourie par le Japon en septembre 1931, trouvent un écho dans d'autres secteurs de la société, auprès des éducateurs et des entrepreneurs en particulier, favori-

---

progrès ou la participation de Zhang Junmai 張君勱 (1887-1973) à la rédaction de la constitution promulguée en 1923 en sont des illustrations.

<sup>9</sup> Ce courant est représenté par Richard H. Tawney (1880-1962), Sidney Webb (1859-1947), Ramsay MacDonald (1866-1937), Georges D. H. Cole (1889-1959) et Harold Laski (1893-1950), tous membres de la Société Fabienne fondée en 1884 et intégrée au Labor Representation Committee en 1900, lequel devient le Parti travailliste en 1906. La plupart des Fabiens rejoignent alors le Parti travailliste qui, en 1919, inscrit la collectivisation des moyens de production dans ses statuts (article IV) et s'achemine, à partir de 1924, vers un interventionnisme de l'État qui donnera naissance, à partir de 1945, au *Welfare State*.

sant le développement de liens qui se poursuivront durant la guerre <sup>10</sup>. Ainsi, le mouvement constitutionnaliste se renforce en se combinant au mouvement patriotique qui connaît un pic en 1931-1932 puis rebondit en 1935 : l'unité nationale, qui reste à construire mais devient urgente dans le contexte de l'agression japonaise, doit s'appuyer sur la formation d'un régime constitutionnel pluraliste.

Après le déclenchement de la guerre, cette ambition aboutit à la création de la Ligue démocratique. Groupe d'union, la Ligue n'a pas vocation au pouvoir et à la permanence, mais permet aux groupes et partis non alignés d'agir de concert pour empêcher la rupture du front uni, promouvoir la démocratisation du régime et faire valoir leurs idées. Contre ceux qui doutent de l'utilité d'une constitution en temps de guerre, Luo Longji défend par exemple l'idée que l'adoption de la constitution reste d'actualité <sup>11</sup>. Au même moment, Mao fait de la stratégie d'alliance la base d'une nouvelle forme politique appelée à concurrencer le régime Guomindang et à perdurer jusqu'à l'instauration du socialisme : la Nouvelle démocratie (*xin minzhuzhuyi* 新民主主義), qui n'est autre que la version maoïste du front uni <sup>12</sup>.

---

<sup>10</sup> L'opposition que suscite l'autoritarisme du régime se traduit aussi, en novembre 1932, par la création de la Ligue chinoise pour la défense des droits civils (Zhongguo minquan baozhang tongmeng 中國民權保障同盟) et par des esquisses d'alliance avec la dissidence Guomindang et les militaires en délicatesse avec Nankin, comme lors de l'incident du Fujian en novembre 1933. Ces rapprochements sont sans lendemain mais symbolisent un effet caractéristique et durable du régime dans un contexte de guerre civile larvée : l'aliénation des intellectuels que les circonstances rejettent, souvent par dépit et non sans réserves, du côté de la dissidence armée, aujourd'hui les *junfa* et militaires Guomindang, demain le parti communiste.

<sup>11</sup> D'abord parce qu'elle donnera sens à la guerre de résistance : le peuple souverain se battra pour sa patrie et non pour le parti ou l'homme qui prétend le représenter et pour lesquels il n'éprouve souvent aucune sympathie. Ensuite parce qu'elle est le soubassement de la modernisation en tant qu'elle implique la garantie des droits, l'« institutionnalisation du pouvoir » (*zhengfu zuzhi zhiduhua* 政府組織制度化) et la « juridicisation des activités » (*huodong de falühua* 活動的法律化). Enfin parce qu'il faut penser à l'après-guerre. Voir Luo Longji, « Qicheng xianfa de wo kan » 期成憲法的我看 (Mon avis sur la façon de promouvoir la constitution), *Jinri pinglun*, 19 novembre 1939, 2 (22).

<sup>12</sup> Le front uni conclu, Mao ne tarde pas à penser une formule alternative dont il donne la première formulation théorique en janvier 1940 dans « La Nouvelle démocratie ». Dans ce texte fondamental, Mao ne fait rien moins qu'explicitement la nature de l'alliance



De la nécessité de garantir les droits formels à celle de mettre sur pied un système garantissant un minimum d'égalité sociale, ces intellectuels ont donc fait les choix auxquels tous les démocrates sont confrontés à partir de l'entre-deux-guerres : l'instauration d'un régime parlementaire reste primordiale, mais la construction nationale est urgente et l'intervention de l'État s'impose. Telle est bien, en 1945, l'orientation de la Ligue démocratique dont le programme combine pluralisme politique et égalité économique. À l'instar de l'historien Fu Sinian 傅斯年 (1896-1950) ou du journaliste Chu Anping 儲安平 (1909-1966) qui n'en sont pas membres<sup>13</sup>, beaucoup partagent cet idéal et veulent croire que la guerre civile peut être évitée.

Or, après la Conférence politique consultative de janvier 1946, c'est rapidement l'impasse : les combats reprennent dès juillet et ceux qui refusent de se ranger derrière l'un ou l'autre camp se mobilisent contre la guerre et le chaos, manifestent leur solidarité avec les étudiants, dénoncent la répression et critiquent l'impérialisme du régime nationaliste<sup>14</sup>.

---

appelée à supplanter le front anti-japonais jusqu'à l'avènement du socialisme, une alliance révolutionnaire parce que construite et dominée par le Parti, mais une alliance implicitement ouverte car incluant tous ceux qu'il va chercher à rallier un moment ou l'autre, quitte à les exclure par la suite.

<sup>13</sup> En 1945, le premier se prononce en faveur d'une Chine « développée, socialiste et libérale » tandis que Chu Anping considère qu'il n'est plus possible d'éluder les questions économiques et sociales et mise sur l'émergence des classes moyennes pour faire avancer la démocratie. Voir *Fu Sinian quanji* 傅斯年全集 (Œuvres complètes de Fu Sinian), Taipei : Lianjing chuban shiye gongsi, 1980, vol. V, p. 318 ; Chu Anping, « Gongchandang yu Zhongguo zhengzhi shang de xuyao » 共產黨與中國政治上的需要 (Le parti communiste et les besoins politiques de la Chine), *Keguan*, 17 novembre 1945, 2 et « Gongchandang de qiantu » 共產黨的前途 (L'avenir du parti communiste), *Keguan*, 1er décembre 1945, 4.

<sup>14</sup> Le succès de l'hebdomadaire *Guancha* 觀察 (L'Observateur), publié à Shanghai par Chu Anping entre septembre 1946 et décembre 1948, auquel collaborent plus de 200 universitaires, avocats, journalistes et écrivains, est l'illustration et le symbole de cette mobilisation pacifiste et anti-autoritaire. Il va sans dire que l'engagement de ces intellectuels ne pèse guère face à la logique des armes.

*Le tournant de l'année 1948*

En 1948, alors que le rapport de force commence peu à peu à tourner à l'avantage des communistes, la démocratisation de façade, la corruption, l'absence de réformes et la répression polarisent le mécontentement contre le régime. Pourtant, si à Hong Kong, les représentants de l'aile gauche de la Ligue se rangent sans ambiguïté derrière le parti communiste dès janvier<sup>15</sup>, à Pékin et Shanghai, Zhang Dongsun, Luo Longji, Zhang Lan 張瀾 (1872-1955) et Huang Yanpei 黃炎培 (1878-1965) rejettent cette option : ils refusent de s'aligner derrière l'un ou l'autre camp, comme tous ceux qui continuent de défendre une troisième voie qui conjuguerait socialisme et libertés.

C'est d'ailleurs parce que celle-ci a la faveur de larges cercles intellectuels qu'elle est attaquée à Hong Kong par l'appareil local du parti communiste<sup>16</sup>. Mais, si la troisième voie est discréditée, les communistes ne cherchent pas moins à arrimer à leur camp tous les mécontents et commencent donc à faire des propositions concrètes en exploitant les thèmes susceptibles de rassembler, comme ils ont su le faire après l'invasion japonaise. Dans son cinquième point, l'« Appel du 1er mai » annonce ainsi la réunion d'une nouvelle « Conférence politique consultative afin de discuter de la convocation d'une assemblée et de la formation d'un gouvernement de coalition »<sup>17</sup>. Un projet qui fera son chemin, comme en témoigne

---

<sup>15</sup> La Ligue ayant été déclarée illégale par le Guomindang en octobre 1947, Shen Junru 沈鈞儒 (1875-1963) et Zhang Bojun 章伯鈞 (1895-1969) – qui ont rejoint la dissidence Guomindang rassemblée derrière Li Jishen 李濟深 (1885-1959) – réunissent le III<sup>e</sup> plenum de l'organisation et optent pour une ligne anti-Chiang et anti-impérialiste. Voir *Zhongguo minzhu tongmeng lishi wenxian, 1941-1949* 中國民主同盟歷史文獻, 1941-1949 (Matériaux historiques sur la Ligue démocratique de Chine, 1941-1949), Pékin : Wenshi ziliao chubanshi, 1983, p. 370-400 (ci-après *MZTMLSWX*).

<sup>16</sup> En janvier, Qiao Guanhua 橋冠華 (1913-1983) ouvre le feu en signant un article dans lequel il s'attaque à tous les symboles du mouvement libéral (*ziyouzhuyi yundong* 自由主義運動). Voir *Zhonggong zhongyang jiefang zhanzheng shiqi tongyi zhanxian wenjian xuanbian* 中共中央解放戰爭時期統一戰線文件選編 (Sélection de documents du Comité central du parti communiste chinois sur le front uni pendant la guerre civile), Pékin : Dang'an chubanshe, 1988, p. 183-184 (ci-après *JFZZTYZXWJ*) ; *Tongyi zhanxian zhu wenti* 統一戰綫諸問題 (Les problèmes concernant le front uni), Hong Kong : Ziyoushijie chubanshe, 1948.

<sup>17</sup> *JFZZTYZXWJ*, 1988, p. 195-197.

l'allongement progressif de la liste des personnalités invitées à y siéger<sup>18</sup>.

Dans l'immédiat, les critiques du régime se font plus radicales, au point de faire peser de nouvelles menaces sur la revue *Guancha*<sup>19</sup>. Pourtant, si la dégradation de la situation rend le centrisme de plus en plus difficile, peu sont prêts à se rendre à Hong Kong, première étape avant un passage en zone communiste, au Nord. Sollicités à plusieurs reprises, Luo Longji et Zhang Lan s'y refusent<sup>20</sup>. De même, en décembre, Chu Anping préfère-t-il se rendre à Pékin pour discuter de l'avenir du *Guancha* avec Fei Xiaotong 費孝通 (1910-2005), Pan Guangdan 潘光旦 (1899-1967) et Xu Deheng 許德珩 (1890-1990)<sup>21</sup>.

Alors que la victoire communiste n'est plus qu'une question de mois, peu sont prêts à sauter le pas, mais beaucoup ont d'ores et déjà décidé qu'ils resteraient. Aussi, les craintes se font-elles plus vives. « Dans la mesure où le Guomindang s'est révélé plus autoritaire que nous ne l'avions imaginé, qu'est-ce qui nous garantit qu'il n'en sera pas de même si le parti communiste prend le pouvoir ? », se demande l'historien Yang Renpian 楊人楩 (1903-1973)<sup>22</sup>. Pressentant les transformations à venir, Luo Longji, Zhang Lan et Huang Yanpei remettent en octobre leurs propositions à Wu Han avant son départ en zone communiste<sup>23</sup>, tandis que Zhang Dongsun,

---

<sup>18</sup> La liste établie en septembre 1948 compte moins d'une centaine de personnalités dont Zhang Lan, Huang Yanpei, le banquier Zhang Naiqi 章乃器 (1897-1977), l'avocate Shi Liang 史良 (1900-1985), les universitaires Luo Longji, Zhang Dongsun, Shi Fuliang 施復亮 (1899-1970) et Wu Han 吳吟 (1909-1969), mais ce sont finalement plusieurs centaines de délégués qui assisteront à la Conférence politique consultative à l'automne 1949. Cf. *JFZZTYZXWJ*, 1988, p. 197-198.

<sup>19</sup> Lin Yuan 林元, *Cuibuji* 碎布集 (Pièces assemblées), Pékin : Wenhua yishu chubanshe, 1991, p. 400.

<sup>20</sup> Ye Duyi 葉篤義, « Wo he Minzhu tongmeng » 我和民主同盟 (Mon expérience à la Ligue démocratique), *Wenshi ziliao xuanji zengkan*, 1987, 2, p. 32.

<sup>21</sup> Lin Yuan, *op. cit.*, p. 399.

<sup>22</sup> Yang Renpian, « Zai lun ziyoushuyi de tujing » 再論自由主義的途徑 (À nouveau sur la voie libérale), *Guancha*, 16 octobre 1948, 5 (8).

<sup>23</sup> Ils proposent au parti communiste l'instauration d'un système d'assemblée (*yihui zhidu* 議會制度) ; une politique étrangère équilibrée (*xiehe waijiao zhengce* 協和外交政策) qui permettrait le maintien de relations avec l'URSS et les États-Unis ; la possibilité pour la Ligue démocratique de quitter le gouvernement de coalition et de devenir un parti d'opposition (*yedang* 野黨) ; enfin d'éviter les doubles affiliations des membres de la Ligue. Voir Ye Duyi, *op. cit.*, p. 30-31 ; Wu Han, *Wu Han zizhuan, shuxin, wenji* 吳吟自傳, 書信, 文集 (Autobiographie, correspondance et écrits de Wu Han),

chantre de la planification depuis février 1948, annonce qu'il est prêt à certains sacrifices mais qu'il n'entend pas renoncer à toutes ses libertés<sup>24</sup>. Comme Fei Xiaotong, beaucoup s'interrogent sur leur avenir professionnel<sup>25</sup>. À Beida par exemple, Shen Congwen 沈從文 (1902-1988), Fei Ming 廢名 (1901-1967), Feng Zhi 馮至 (1905-1993) et Zhu Guangqian 朱光潛 (1897-1986) débattent des rapports entre littérature et politique et de l'avenir de la création<sup>26</sup>. Au même moment, Xiao Qian 蕭乾 (1910-1999) juge préférable de ne plus écrire d'éditoriaux pour le *Dagongbao* 大公報 (L'Impartial)<sup>27</sup>.

Ainsi, peu décident de partir à Taiwan, de prendre le chemin de l'exil ou, pour ceux qui se trouvent à l'étranger, d'y rester<sup>28</sup>. Certes, la question ne se pose pas toujours en ces termes : beaucoup n'ont tout simplement pas les moyens de s'exiler, et partir à Taiwan est inconcevable pour tous ceux que les autorités harcèlent ou recherchent. Force est pourtant de constater que l'immense majorité de ceux pour lesquels ce choix se présente refuse de quitter le continent, déclinant les propositions du gouvernement et de ses émissaires comme celles qui leur sont faites à l'étranger<sup>29</sup>. Le fiasco de

---

Pékin : Zhongguo renshi chubanshe, 1993, p. 15 ; Mazur Mary « The United Front Redefined for the Party-State », in Cheek Timothy (ed.), *New Perspectives on State Socialism in China*, Armonk : M. E. Sharpe, 1997, p. 51-75.

<sup>24</sup> Zhang Dongsun, « Zhishifenzi yu wenhua de ziyou » 知識分子與文化的自由 (Les intellectuels et la liberté culturelle), *Guancha*, 6 novembre 1948, 5 (11).

<sup>25</sup> « J'espère, écrit-il le 28 octobre à Robert Redfield, que je pourrai continuer à travailler dans les sciences sociales », citée d'après Arkush David R., *Fei Xiaotong and Sociology in Revolutionary China*, Cambridge (Mass.) : Harvard University Press, 1981, p. 210.

<sup>26</sup> Shen Congwen se demande si l'écrivain doit respecter les « feux de circulation », y compris s'ils sont « manipulés ». Voir « Jinri wenxue de fangxiang » 今日文學的方向 (La Direction de la littérature aujourd'hui), *Xingqi wenyi*, 14 novembre 1948.

<sup>27</sup> Il travaille alors à Hong Kong. Voir Xiao Qian, Fu Guangming 傅光明, *Fengyu pingsheng* 風雨平生 (Une vie de tourmentes et d'épreuves), Pékin : Beijing daxue chubanshe, 1998, p. 220-221 et p. 238.

<sup>28</sup> Sur 70 collaborateurs réguliers de la revue *Guancha*, seuls onze partent à Taiwan, deux aux États-Unis, un en Grande-Bretagne et un à Hong Kong.

<sup>29</sup> C'est le cas du juriste et spécialiste de sciences politiques Qian Duansheng 錢端生 (1900-1990) ou de Xiao Qian. Professeur invité à Harvard en 1947-1948, le premier aurait pu faire carrière aux États-Unis mais rentre en Chine à la fin de l'année 1948. En mars 1949, Xiao Qian refusera le poste qu'on lui propose au département de chinois de l'université de Cambridge. Voir Johnson Chalmers A., « An Intellectual Weed

l'opération de « sauvetage des savants » (*qiangjiu xueren* 搶救學人) à laquelle participe Hu Shi en décembre, en qualité de président de l'université de Pékin, en atteste <sup>30</sup>.

Rejetant le Guomindang et refusant de prendre le chemin de l'exil, la plupart font un choix patriote, dicté par la faillite du Guomindang et l'urgence de la situation, que le parti communiste va s'efforcer de conforter en s'appuyant sur ceux avec lesquels il a noué des liens durant la guerre <sup>31</sup>. Reste que leur rejet du Guomindang ne les fait pas basculer dans le camp adverse : la plupart considèrent que la Chine passe avant le communisme et que le parti communiste doit engager les réformes laissées en souffrance par le Guomindang. Ainsi, les craintes de ceux qui dénoncent la violence, l'extrémisme, le sectarisme et l'intolérance ne s'évanouissent pas à l'hiver 1948 mais sont contrebalancées, à des degrés variables, par leur nationalisme et leur espoir de voir enfin le pouvoir prendre en charge la construction nationale. C'est dans ce contexte que la prise des villes prend la forme d'un premier test.

### *Le test de la prise des villes, 1949*

Premier test pour tous ceux qui font le choix de rester, la prise des villes représente aussi une étape cruciale pour le parti communiste qui, après l'épreuve des armes, va devoir affronter celle du pouvoir. Le défi est d'autant plus grand que le Parti manque de cadres et n'est pas armé pour affronter les problèmes que pose la gestion des villes, prendre la relève du Guomindang, assurer la continuité des services publics et garantir le redémarrage de l'activité économique. La poursuite de la stratégie d'alliance s'inscrit dans ce contexte : instrument de conquête, elle devient source de

---

in the Socialist Garden: The Case of Ch'ien Tuan-sheng », *The China Quarterly*, 1961, 6, p. 29-30 ; Hsiao Ch'ien [Xiao Qian], *Traveller Without a Map*, Stanford : Stanford University Press, 1993, p. 171.

<sup>30</sup> Notons que si Chen Yinke 陳寅恪 (1890-1969) accepte, le 15 décembre, de monter dans l'avion affrété par les autorités pour évacuer les universitaires vers le Sud, il n'ira pas à Taiwan, pas plus que Hu Shi qui s'envole pour les États-Unis. Voir Lu Jiandong 陸鍵東, *Chen Yinke de zuihou ershi nian* 陳寅恪的最後 20 年 (Les vingt dernières années de Chen Yinke), Pékin : Sanlian shudian, 1995, p. 34.

<sup>31</sup> Pour beaucoup, le bilan du Guomindang se résume en un mot : un gâchis. Voir Chu Anping, « Yi chang lanwu » 一場濫污 (Un véritable gâchis), *Guancha*, 6 novembre 1948, 5 (11).

légitimation en même temps qu'elle permet au parti communiste de réaliser ses objectifs immédiats, indispensables aux transformations plus fondamentales qu'il ambitionne d'engager<sup>32</sup>. À travers ce choix, ce sont aussi des partenaires qu'il se choisit et ne tarde pas à solliciter. Certains vont alors activement s'impliquer dans le processus de concertation engagé dans les mois qui précèdent l'instauration du régime.

Pour les enseignants des universités Tsinghua et Yenching, le test commence en décembre 1948, plus d'un mois avant l'entrée des troupes communistes dans Pékin. La Commission militaire de contrôle y dépêche alors des cadres pour engager des discussions. De fait, si la Commission se met à pied d'œuvre pour prendre le contrôle des structures et des institutions liées au Parti-État Guomindang, il n'est pas question, dans l'immédiat, d'interférer dans la gestion courante des établissements. Pour autant, le concours des enseignants comme Wu Han, Xu Deheng ou Zhang Xiruo 張奚若 (1889-1973) ne s'avère pas moins précieux dans la mesure où il facilite les discussions auxquelles les cadres sont souvent mal préparés<sup>33</sup>.

Conscient de la faiblesse de ses cadres, le Parti reste toutefois très méfiant. Craignant de se laisser déborder, il tarde, parfois, à donner satisfaction à ceux qui aimeraient lui prêter main forte, d'autant que certains ne manquent pas de dire ce qu'ils pensent. Après Zhang Dongsun qui n'hésite pas à exposer à Mao sa vision neutraliste en matière de politique internationale<sup>34</sup>, Liang Shuming 梁漱溟 (1893-1988) appelle le Parti à ne pas recourir à la force et à se montrer tolérant, prenant au passage la défense des partisans de la « troisième voie » qu'il croit en danger<sup>35</sup>. En mars, Zhang Xiruo conteste le traitement de faveur réservé à Shen Junru et consorts tandis que Xiang Da 向達 (1900-1966) quitte carrément une réunion en déclarant n'avoir de « leçon à recevoir de personne » lorsque les

---

<sup>32</sup> Teiwes Frederick C., « Establishment and Consolidation of the New Regime », in MacFarquhar Roderick, *op. cit.*, p. 51-92 ; Van Slyke, *op. cit.*, p. 208-235.

<sup>33</sup> Wu Han intègre la Commission et va représenter l'autorité militaire à Qinghua, un choix qui conforte bien des enseignants. Voir Feng Youlan, *The Hall of Three Pines: An Account of My Life*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2000, p. 136 ; Mazur Mary, *op. cit.*, p. 60-61.

<sup>34</sup> Il le rencontre à Xibaipo, courant janvier, dans le cadre des négociations qui précèdent la prise de Pékin. Voir Zuo Yuhe 左玉河, *Zhang Dongsun zhuan 張東蓀傳* (Biographie de Zhang Dongsun), Jinan : Shandong renmin chubanshe, 1998, p. 421-424.

<sup>35</sup> Liang Shuming, « Jinggao Zhongguo gongchandang » 敬告中國共產黨 (Adresse au parti communiste), *Dagongbao* (Shanghai), 21 février 1949.

cadres abordent la « direction du prolétariat »<sup>36</sup>.

Le temps et l'expérience aidant, le Parti se résout à solliciter plus franchement ceux qui en manifestent le désir et redouble d'efforts pour rassurer. À Zhang Lan qui, au lendemain de la prise de Shanghai, leur adresse un message en forme d'interrogation, les dirigeants du Parti se font fort de s'assurer que la priorité du régime va porter sur la « construction » (*jianshe* 建設), qu'ils comptent sur les « efforts de tous » (*gongtong zhili* 共同致力) et l'attendent à Pékin, lui, Luo Longji et les autres<sup>37</sup>. En juin, satisfaction est donnée à Zhang Naiqi, Shi Fuliang et Huang Yanpei qui se sont proposé d'apporter leur concours à Shanghai<sup>38</sup>.

Dans le domaine de l'éducation et de la recherche, le Parti évite, comme dans celui de l'édition, de brûler les étapes et s'efforce de rassurer. Zhu Kezhen 竺可楨 (1890-1974), pionnier de la recherche météorologique en Chine, n'obtient certes aucune assurance précise quant à l'avenir des sciences, mais les déclarations que fait Chen Yi 陳毅 (1901-1972), début juin, à l'Academia Sinica, semblent le conforter<sup>39</sup>. En matière d'information en revanche, le Parti ne laisse rien au hasard. La presse fait même l'objet d'un traitement plus sévère que ne le stipulent les règlements provisoires et les journalistes s'inquiètent, malgré toutes les tentatives pour apaiser leurs craintes.

Début mai, Zhou Enlai rencontre par exemple Wang Yunsheng 王芸生 (1901-1980) et Xu Zhucheng 徐鑄成 (1907-1991) avant leur départ pour Shanghai tandis que Hu Qiaomu 胡喬木 (1912-1992), alors vice-directeur du Département de la propagande, rencontre Chu Anping pour s'entretenir avec lui de la réparation de *Guancha*<sup>40</sup>. Les interrogations persistant, le 12 juillet, Zhou Enlai reçoit Chu Anping, Deng Jixing 鄧季惺 (1907-1995), Pu Xixiu 浦熙修 (1910-1970) et quelques autres et leur as-

---

<sup>36</sup> « Beiping shi Junguanhui di 1 – 6 ci lihui jiyao » 北平市軍管會第 1 – 6 次例會紀要 (Procès-verbaux des sessions ordinaires de la Commission militaire de contrôle de Pékin), *Beijing dang'an shiliao*, 1994, 2, p. 48 et 51.

<sup>37</sup> *MZTMLSWX*, 1983, p. 534-535.

<sup>38</sup> *JFZZTYZXWJ*, 1988, p. 263.

<sup>39</sup> Zhu Kezhen, *Zhu Kezhen riji* 竺可楨日記 (Journal intime de Zhu Kezhen), Pékin : Kexue chubanshe/Renmin chubanshe, 1984, vol. II, p. 1256 et p. 1259-1261.

<sup>40</sup> Xu Zhucheng, *Xu Zhucheng huiyilu* 徐鑄成回憶錄 (Mémoires de Xu Zhucheng), Pékin : Sanlian shudian, 1998, p. 187 ; Lin Yuan, *op. cit.*, p. 404.

sure que la Chine a besoin de « journaux populaires » (*minyng baozhi* 民營報紙)<sup>41</sup>. Mais personne n'est dupe : les titres maintenus ne le sont qu'au prix de remaniements importants<sup>42</sup>.

À mesure qu'il conforte sa position, le Parti ne s'attache pas moins à élargir le cercle de ses relais. De proche en proche, il se tourne vers des cercles plus larges et redouble d'efforts, à l'approche de la victoire, pour rassurer tous ceux dont il escompte le soutien. À partir de juin, il organise une série de réunions pour désigner les représentants des milieux de l'éducation, de la recherche, de l'édition et de la presse qui siégeront à la Conférence politique<sup>43</sup>. Mais, là encore, si certains tels Zhang Xiruo et Tao Menghe 陶孟和 (1887-1960), qui assisteront à la Conférence en qualité de « travailleurs en sciences sociales », veulent y voir le signe de la confiance qu'on leur accorde, d'autres, plus méfiants, déclinent les sollicitations qui leur sont faites. C'est le cas de Liang Shuming ou de l'éditeur Zhang Yuanji 張元濟 (1847-1959) qui finira toutefois par céder tant les invites se feront pressantes<sup>44</sup>.

Au total, si le Parti peut se targuer d'avoir plutôt bien passé le cap de la prise des villes, s'il parvient indubitablement à rassurer, la confiance et l'optimisme sont loin d'être toujours au rendez-vous. La perspective du retour à la paix et la préparation de la Conférence politique ne suffisent pas à apaiser toutes les craintes, d'autant qu'une campagne d'étude est lancée à l'été, première étape de la réforme de la pensée à laquelle appelle Mao le 14 août dans un article au titre impératif : « Abandonner ses illusions, se préparer à la lutte »<sup>45</sup>. Le temps n'est donc pas franchement au beau fixe,

---

<sup>41</sup> Zhou Enlai nianpu 周恩來年譜 (Biographie chronologique de Zhou Enlai), Pékin : Zhongyang wenxian chubanshe, 1989, p. 834.

<sup>42</sup> Zhou Yu 周雨 (dir.), *Dagongbao ren yi jiu* 大公報人憶舊 (Les gens du *Dagongbao* se souviennent), Pékin : Wenshi chubanshe, 1991, p. 232 ; *Cong fengyu zhong zoulai* 從風雨中走來 (Au sortir des épreuves), Shanghai : Wenhui chubanshe, 1993, p. 107-108.

<sup>43</sup> Le choix des 662 délégués désignés pour représenter une quarantaine d'entités politiques, géographiques, ethniques, professionnelles et civiques – régions, partis, armée, Chinois d'outre-mer, minorités ethniques, organisations professionnelles et culturelles et associations populaires – revient en dernier ressort à la direction du Parti.

<sup>44</sup> Alitto Guy S., *The Last Confucian: Liang Shuming and the Chinese Dilemma of Modernity*, Berkeley : University of California Press, 1979, p. 320.

<sup>45</sup> Cette campagne est centrée sur l'impérialisme américain, dénoncé à travers le Livre blanc. Voir West Philip, *Yenching University and Sino-Western Relations, 1916-1952*, Cambridge (Mass.) : Harvard University Press, 1976, p. 202.



début septembre, lorsque les délégués se retrouvent à Pékin pour d'ultimes réunions avant l'ouverture de la Conférence politique : le front uni semble certes conjurer le spectre de la violence, mais les inquiétudes ne disparaissent pas.

### **Logique des ralliements et institutionnalisation de l'alliance, 1949-1950**

L'instauration du nouveau régime en octobre 1949 inaugure la « période néo-démocratique » (*xin minzhuzhuyi shiqi* 新民主主義時期), caractérisée par l'alliance du prolétariat, de la paysannerie, de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie nationale sous la direction du parti vainqueur, période durant laquelle les communistes entendent s'atteler à la construction du nouvel État. La poursuite de la stratégie d'alliance avec les forces hors parti sert cette construction, spécifique parce qu'annexée par le Parti et parce que visant à instituer la société dans et pour le politique, et dont les axes sont précisés dans le Programme commun<sup>46</sup>. Pierre angulaire du nouveau front uni parce qu'objet de consensus, ce programme cimente l'alliance entre des partenaires qui ne pèsent certes pas du même poids mais qui partagent une ambition commune : moderniser et rendre plus équitable la société chinoise. C'est à ce programme, et non à l'idéologie du Parti, que se rallient les intellectuels non communistes. Le nouvel État sera-t-il celui qu'ils appellent de leurs vœux ? Rien n'est moins sûr, mais tous veulent le croire et sont prêts à faire certains sacrifices pourvu qu'ils servent la collectivité nationale.

#### *Les attentes des intellectuels ralliés*

Contre l'autoritarisme et pour un autre État, mais n'ayant pas l'initiative, ont-ils une alternative ? Pas réellement, pas plus qu'hier, puisqu'ils n'ont jamais eux-mêmes cherché à disputer le terrain aux partis en lutte pour le

---

<sup>46</sup> Elle répond en cela aux deux logiques qui sous-tendent le projet maoïste depuis les années 1940 : celle, de type organisationnel, qui vise la restructuration étatique par et autour du Parti, et celle, de type activiste, qui vise la politisation de ceux qu'elle implique. Voir Chevrier Yves, « Mao Zedong et la révolution d'un seul », in *Rivoluzione. Una discussione di fine novecento*, Rome : Ministero per i beni e le attività culturali, Direzione generale per gli archivi, 2001, p. 126.

pouvoir. À condition de ne pas associer défense des intérêts de la société et hostilité à l'État, leur ralliement s'explique en premier lieu par leur nationalisme et leurs attentes à l'égard de l'État. Ces attentes s'inscrivent dans le droit fil de leur combat pour l'avènement d'un État moderne, combat qui s'est d'abord porté sur le terrain des droits avant de se doubler de préoccupations sociales et économiques, lesquelles, l'urgence de la situation aidant, ont fini par l'emporter.

La question de l'État est en effet au cœur de leurs préoccupations et ils n'ont d'ailleurs jamais envisagé leur rôle en dehors du cadre étatique. À l'avant-garde de la société, ils ont contribué à l'éclosion d'une société civile depuis le milieu des années 1910 mais savent, pour en avoir fait les frais, les limites et la fragilité de toute autonomie acquise à la faveur d'une désintégration de l'État, une autonomie aussi vite acquise dans les contextes de crise que remise en question par les pouvoirs autoritaires qui sont successivement venus occuper le vide politique. Décisif, le contexte qui a tout d'abord favorisé leur autonomie les a donc aussi privés d'interlocuteur, jusqu'à ce que le Guomindang ne tente bientôt de les priver de leur autonomie.

Cette réalité a précisément conduit certains à ferrailer avec le Guomindang après 1927 pour l'inciter à construire un État de droit et engager la modernisation tandis que d'autres préféreraient intégrer le gouvernement pour tenter d'agir en son sein. C'est aussi sur la question de l'État qu'ils se sont divisés, dans les années 1930, lorsque certains, mettant provisoirement leurs idéaux démocratiques de côté, ont opté pour un pouvoir autoritaire, avant que la guerre ne les rassemble de nouveau. Dans l'après-guerre, c'est enfin pour un autre État qu'ils se sont mobilisés, sans succès. Beaucoup ont alors fini par se rendre à l'évidence : le nationalisme et la modernisation s'accompliraient dans le communisme. En ralliant le nouveau régime, ils font donc un pari sur l'avenir : celui de voir enfin l'État et le pouvoir qui l'incarne assumer ses missions et œuvrer au développement qui à plus long terme permettra, espèrent-ils, l'épanouissement d'une société autonome.

C'est aussi au regard de ces attentes que peuvent se comprendre les sacrifices auxquels beaucoup semblent prêts à consentir. De Fei Xiaotong qui en février 1947 fait part à Chu Anping de sa volonté de « préparer un autre avenir pour les générations futures »<sup>47</sup> à Zhang Dongsun qui début

---

<sup>47</sup> Lettre de Fei Xiaotong à Chu Anping, 23 avril 1947, *Fei Xiaotong wenji* 費孝通文集 (Œuvres de Fei Xiaotong), Pékin : Qunyan chubanshe, 1999, vol. IV, p. 444.

1948 annonce que la modernisation prime sur les libertés<sup>48</sup>, de Chu Anping qui en mars 1947 déclare que « sa génération est prête à se sacrifier à condition que ce sacrifice profite au bonheur des générations futures »<sup>49</sup> à Xia Chengtao 夏承濤 (1900-1986), « inquiet » mais prêt, en décembre 1948, à sacrifier ses intérêts pour aider « la majorité à accéder à une vie meilleure »<sup>50</sup>, beaucoup savent que le relèvement national va demander des efforts et des concessions. Shen Congwen donne à ce moment historique l'allégorie la plus dramatique puisqu'il compare le monde auquel il appartient à un « bateau en perdition » (*chenzhou* 沉舟), tout en considérant que les sacrifices des hommes de sa génération sont le prix à payer pour les générations futures<sup>51</sup>.

Beaucoup semblent donc prêts, par nationalisme, à mettre leurs compétences au service de l'intérêt général et à se plier aux exigences de la construction nationale car ils veulent croire au relèvement national auquel le parti communiste promet d'œuvrer, de même qu'ils veulent croire, comme on le leur laisse entendre, qu'ils ont leur place et leur part à jouer dans la Nouvelle Chine. Moins qu'une démission, cette posture témoigne de l'espoir suscité par l'avènement du nouveau régime et cristallise *in fine* les aspirations et les idées qu'ils portent et défendent de longue date. Ainsi éclairé, leur ralliement apparaît plus lucide que naïf, si risqué leur pari soit-il.

Restent les incertitudes quant à ce que sera effectivement la Nouvelle Chine, sa stratégie de développement, ses relations avec le camp occidental

---

<sup>48</sup> Zhang Dongsun, « Zhengzhi shang de ziyoushuoyi yu wenhua shang de ziyoushuoyi » 政治上的自由主義與文化上的自由主義 (Le libéralisme politique et le libéralisme culturel), *Guancha*, 28 février 1948, 4 (1).

<sup>49</sup> Chu Anping, « Zhongguo de zhengju » 中國的政局 (La situation politique de la Chine), *Guancha*, 8 mars 1947, 2 (2).

<sup>50</sup> *Xia Chengtao ji* 夏承濤集 (Œuvres de Xia Chengtao), Hangzhou : Zhejiang guji chubanshe/Zhejiang jiaoyu chubanshe, 1997, vol. VI, p. 22.

<sup>51</sup> « Je crains que les sacrifices ne soient lourds [...], les adultes de plus de 40 ans pourraient bien ne pas en sortir indemnes [...] Malgré les drames personnels, il ne faut pas être pessimiste, car la société de demain apportera nécessairement des progrès », lettre de Shen Congwen à Bing Li, 20 décembre 1948, *Shen Congwen quanji* 沈從文全集 (Œuvres complètes de Shen Congwen), Taiyuan : Beiyue wenyi chubanshe, 2002, vol. XVIII, p. 523. Sur la thématique du sacrifice, voir Qian Liqun 錢理群, *1948 : tiandi xuanhuang* 1948 : 天地玄黃 (1948 : le ciel était sombre, la terre était jaune), Jinan : Shandong jiaoyu chubanshe, 1998, p. 273-274.

et avec l'Union soviétique dont le modèle est jugé inadapté. Ainsi, si la plupart se rallient sans difficulté à un régime dont ils pensent qu'il ne peut être pire que le précédent, si tous espèrent voir le Parti tenir ses promesses, engager la modernisation et les associer à la reconstruction nationale, ils ne l'accueillent pas moins avec des sentiments mitigés. Partagés entre l'espoir, le doute et la crainte, ils font le choix du bon sens mais s'interrogent, non sans raison, car si personne ne peut en prédire le rythme et l'ampleur, tous savent que l'avènement du régime signifie de profonds changements<sup>52</sup>.

Le Parti tolérera-t-il qu'ils s'investissent comme ils l'entendent et s'expriment, le cas échéant, sur ses choix et ses orientations ? Enseignants, chercheurs, juristes, éditeurs ou écrivains, pourront-ils suivre leur vocation ? Pourront-ils s'exprimer, non pour répondre aux sommations du Parti mais pour faire entendre leur voix ? La fonction de l'intellectuel né avec la séparation du savant et du politique, la professionnalisation des activités et l'autonomisation du champ social, supposent une certaine autonomie, or rien n'assure aux ralliés qu'ils pourront s'investir comme ils l'espèrent sur le plan professionnel. De même, rien n'assure aux hauts fonctionnaires et membres du gouvernement qu'ils disposeront d'une marge de manœuvre ou que les petits partis pourront, en cas de dissensions, se retirer du gouvernement<sup>53</sup>. Enfin, si leur ralliement n'implique en soi aucun renoncement à leur rôle critique, d'aucuns s'interrogent sur le degré d'autonomie que le Parti leur accordera en la matière.

L'autonomie intrinsèque à la fonction de l'intellectuel est donc au cœur de ce qui se joue alors pour ceux qui désirent vivre de leur savoir et mettre leurs compétences au service de la collectivité nationale sans renoncer à leur indépendance. Le parti saura-t-il leur concéder l'autonomie qu'ils escomptent ? Saura-t-il se satisfaire d'experts dénués de conscience politique et d'esprit de lutte et tolérer la parole inaudible de certains communistes ? Refusant la séparation entre savoir et politique qui fait l'essence même de la modernité intellectuelle, Mao a en réalité une conception instrumentale de l'intellectuel, difficilement conciliable avec l'autonomie in-

---

<sup>52</sup> Les propos que Zhang Yuanji tient à Mao lors du dîner auquel celui-ci le convie le 11 octobre 1949 en témoignent. Abordant les sujets qui lui tiennent à cœur, Zhang insiste entre autres sur la nécessité de permettre aux journalistes de faire leur travail et de laisser les critiques s'exprimer. Voir *Zhang Yuanji riji* 張元濟日記 (Journal intime de Zhang Yuanji), Pékin : Shangwu yinshuguan, 2001, p. 1254-1255.

<sup>53</sup> Une condition posée, à l'automne 1948, par Luo Longji, Huang Yanpei et Zhang Lan, à laquelle le Parti n'a précisément pas donné satisfaction.

trinsèque à la fonction d'intellectuel et avec son rôle critique : il attend de tous qu'ils deviennent des exécutants politiques et politisés, fussent-ils savants. Tous finiront par le comprendre et par apprendre, souvent à leurs dépens, les limites à ne pas franchir.

### *L'institutionnalisation de l'alliance et les premières transformations*

La convocation de la Conférence politique consultative, l'adoption du Programme commun qui tient lieu de constitution jusqu'en 1954 et la formation du gouvernement marquent l'institutionnalisation de l'alliance entre le Parti et ses partenaires. Cette alliance s'inscrit dans la logique d'inclusion qui prévaut depuis 1936 et doit permettre au Parti de se renforcer, d'asseoir sa domination et de jeter les bases du nouvel État. Le Parti consolide donc, en le formalisant, le partenariat avec les forces indispensables à la réalisation d'un projet qu'il sait tenir à cœur de tout patriote : la construction nationale dont les orientations sont définies dans le Programme commun, lequel agit alors comme un puissant facteur de cohésion<sup>54</sup>.

Ainsi, le Parti qui se porte au pouvoir institutionnalise une domination qu'il n'entend pas simplement imposer mais voir approuver par ses partenaires, et en premier lieu par les forces hors parti qu'il intègre dans les nouvelles institutions de l'État et du gouvernement afin d'asseoir sa légitimité, rallier les compétences et gagner la confiance des cercles et milieux plus larges qu'ils représentent. À commencer par les représentants des anciennes élites, indistinctement qualifiés de « personnalités démocratiques » (*minzhu renshi* 民主人士). Cette main tendue, les ralliés la prennent de bon gré tant il leur paraît important de participer à la reconstruction nationale.

Cette participation est circonscrite et orientée, cela va sans dire, mais cela n'empêche pas les principaux intéressés d'y voir le signe que le Parti tient ses promesses, même si les postes qu'on leur confie sont soit honorifiques, soit techniques, et dans tous les cas doublés par la présence de ses représentants, l'appareil de l'État étant subordonné au Parti. La restructura-

---

<sup>54</sup> Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les termes socialisme et communisme n'apparaissent pas une seule fois dans ce programme de compromis élaboré par le Parti afin de renforcer le consensus national. Voir *Zhou Enlai tongyi zhanxian wenxuan* 周恩來統一戰線文選 (Sélections de textes de Zhou Enlai sur le front uni), Pékin : Renmin chubanshe, 1984, p. 144-149.

tion de l'État va en effet se faire par et pour le Parti – et ce bien plus systématiquement que sous le Guomindang –, un parti qui devient en outre le seul vecteur du politique, avec toutes les conséquences que cela implique.

Au plus haut niveau de l'appareil gouvernemental, les non communistes liés à la Troisième force sont entre autres représentés à la Commission du gouvernement populaire central, l'organe suprême de l'État présidé par Mao Zedong, et dans le gouvernement qui en dépend, le Conseil des affaires politiques dirigé par Zhou Enlai. Shen Junru, Zhang Bojun, Huang Yanpei, Zhang Dongsun, Zhang Xiruo et Ma Yinchu 馬寅初 (1881-1982) comptent ainsi parmi les 56 membres de la Commission du gouvernement populaire central dont Song Qingling 宋慶齡 (1893-1981), Li Jishen et Zhang Lan deviennent vice-présidents cependant que Huang Yanpei devient vice-Premier ministre et ministre de l'Industrie légère, que Zhang Bojun est nommé aux transports, Shi Liang à la justice et Ma Xulun 馬紱倫 (1884-1970) à l'éducation <sup>55</sup>.

Comme les membres de la Conférence politique, ils sont choisis en fonction de leur proximité avec le Parti, de la confiance qu'on leur accorde, de leurs compétences ou encore de leur influence, à l'instar de Zhang Lan, Huang Yanpei ou Zhang Dongsun. Ces mêmes critères président à la formation des gouvernements provinciaux et municipaux, au choix des responsables aux différents échelons de l'administration et à la désignation des responsables des syndicats, des huit petits partis <sup>56</sup> et des nouvelles associations professionnelles et culturelles dont les bases ont été jetées à l'été 1949.

Les élites urbaines ne sont donc pas tant éliminées que recomposées autour de la nouvelle classe dirigeante. Cette recomposition passe par de nouvelles hiérarchies, résultats de la double ambition du Parti qui entend

---

<sup>55</sup> Zhang Naiqi et Luo Longji ne seront respectivement nommés ministres qu'en 1952 et 1956.

<sup>56</sup> La Ligue démocratique, l'Association démocratique chinoise pour la construction nationale (Zhongguo minzhu jianguo hui 中國民主建國會), le Parti démocratique paysan et ouvrier (Zhongguo nonggong minzhudang 中國農工民主黨), le Comité révolutionnaire du Guomindang (Guomindang geming weiyuanhui 國民黨革命委員會), l'Association chinoise pour la promotion de la démocratie (Zhongguo minzhu cujin hui 中國民主促進會), le Parti de l'aspiration à la justice (Zhongguo Zhigongdang 中國致公黨) qui rassemble des Chinois d'Outre-mer à l'origine liés à la Triade, la Ligue pour l'autonomie démocratique de Taiwan (Taiwan minzhu zizhi tongmeng 臺灣民主自治同盟) et la Société du trois septembre (Jiusan xueshe 九三學社).

s'appuyer en priorité sur ceux qu'il juge les plus sûrs tout en s'attirant les faveurs des plus influents dans leur milieu social et professionnel. Il s'agit alors de les associer à son action mais aussi d'orienter leur implication dans un ordre qu'il entend diriger et dominer, de les « absorber » (*rong* 容), les « transformer » (*hua* 化) et les « utiliser » (*yong* 用)<sup>57</sup>. En effet, le Parti n'attend pas seulement d'eux qu'ils s'engagent dans la reconstruction mais qu'ils s'impliquent dans la construction politique dont il est tout à la fois l'architecte, l'organisateur et le gardien.

C'est donc un difficile équilibre que le Parti va devoir trouver entre ordre, contrôle et stabilité d'un côté, mobilisation et premières transformations de l'autre. De fait, reconstruction, stabilité et développement ne s'accordent pas toujours bien avec la logique de politisation qui sous-tend la transformation des rapports sociaux, et s'accorderont moins encore dès que les tensions iront s'exacerbant, aboutissant au renforcement de la domination coercitive du Parti au détriment de son ambition hégémonique. Dans l'immédiat toutefois, la transition vers le socialisme n'est pas d'actualité et la lutte des classes passe au second plan : la consolidation du régime passe par celle de l'hégémonie du Parti, alors considérée comme le meilleur – et le seul – moyen de passer le cap de la transition indispensable à la réalisation de ses ambitions plus fondamentales<sup>58</sup>.

Le Parti s'engage donc dans une transition prudente qu'il entend mener pas à pas, préférant différer la transformation du secteur privé et remettre à plus tard certaines réformes comme celle de l'enseignement supérieur qui assure la formation des ingénieurs, des experts et des enseignants dont le pays a besoin<sup>59</sup>. Les autorités annoncent certes la refonte progressive du

---

<sup>57</sup> Employés au début des années 1940 à propos des intellectuels recrutés dans la Huitième Armée et la Quatrième Armée nouvelle, ces termes restent valables, si ce n'est qu'entre-temps l'action du parti a changé d'échelle. Voir *Zhongguo gongchandang xuanchuan gongzuo wenxian xuanbian* 中國共產黨宣傳工作文獻 (Sélection de documents sur le travail de propagande du parti communiste chinois), Pékin : Xuexi chubanshe, 1996, vol. II, p. 456-459 (ci-après *ZGXGW*).

<sup>58</sup> Ce qui ne revient nullement à minimiser l'ampleur de l'épuration. Jean-Luc Domenach parle de « terreur fondatrice » et souligne la maîtrise avec laquelle elle est conduite dès la prise des villes, attestant l'importance du système répressif dès 1949. Voir Domenach Jean-Luc, *Chine : l'archipel oublié*, Paris : Fayard, 1992, p. 63-101.

<sup>59</sup> L'organisation de la recherche au sein de l'Académie des sciences (*Zhongguo kexueyuan* 中國科學院) fondée à l'automne 1949 reflète ces priorités puisque seules les sciences exactes et les sciences appliquées y sont représentées. Voir *Jianguo yilai*

système, mais il ne s'agit pas de brûler les étapes : on reconnaît qu'il y a du bon dans l'ancien et que le maintien du secteur privé reste indispensable <sup>60</sup>. D'ailleurs, si la référence est bien l'Union soviétique, c'est davantage une combinaison de modèles qui s'amorce dans l'immédiat <sup>61</sup>. L'intervention de la Chine en Corée à l'automne 1950 accélère toutefois les transformations qui iront s'intensifiant jusqu'à la refonte complète du système en 1952.

Les changements sont tout aussi progressifs dans l'édition. La Direction générale de l'édition se met à pied d'œuvre pour développer le secteur d'État mais il ne s'agit pas, dans l'immédiat, de réduire la part du secteur privé. D'ailleurs, si certaines structures deviennent mixtes dès 1950, l'État refuse de transformer toutes celles qui en font la demande, sans exclure pour autant de leur apporter de l'aide <sup>62</sup>. Les changements s'accroissent au cours de l'année 1951, lorsque le secteur d'État est organisé en branches d'activité <sup>63</sup>. Les maisons d'édition sont placées sous surveillance plus étroite et perdent peu à peu leur pôle d'excellence tandis que la part du secteur mixte augmente au fil des reprises et fusions <sup>64</sup>.

---

*zhong-yao wenxian xuanbian* 建國以來重要文獻選編 (Sélection de documents importants depuis 1949), Pékin : Zhongyang wenxian chubanshe, 1992, vol. I, p. 284-286 (ci-après *JGYLZYWX*).

<sup>60</sup> *JGYLZYWX*, 1992, vol. I, p. 86-95.

<sup>61</sup> Avant 1952, on ne peut guère parler de planification et de modèle soviétique, lequel est alors expérimenté dans les seules universités révolutionnaires. Voir Stiffler Douglas A., « Creating "New China's First New Style Regular University" 1949-1950 », in Brown Jeremy, Pickowicz Paul (ed.), *Dilemmas of Victory. The Early Years of The People's Republic of China*, Cambridge (Mass.)/Londres : Harvard University Press, 2007, p. 289-308.

<sup>62</sup> C'est le cas des éditions Kaiming ou des éditions Shangwu. Voir *Zhonghua renmin gongheguo chuban shiliao* 中華人民共和國出版史料 (Matériaux historiques sur l'édition en République populaire de Chine), Pékin : Zhongguo shuji chubanshe, 1996, vol. II, p. 245-252 (ci-après *CBSL*).

<sup>63</sup> Trois entreprises (*qiye danwei* 企業單位) sont alors mises sur pied afin d'en renforcer la rationalisation : les éditions Renmin, l'imprimerie Xinhua et le réseau de distribution Xinhua qui permet de renforcer le contrôle sur l'ensemble du secteur. Voir *CBSL*, 1996, vol. III, p. 17-18, p. 149, p. 420, p. 433-435 et p. 495-497.

<sup>64</sup> Les reprises concernent les grandes maisons d'édition liées au Guomindang alors que les fusions touchent des structures de taille moindre. Voir *CBSL*, 1996, vol. II, p. 18-19, p. 95-96, p. 145, p. 223, p. 273-276 et p. 757-758 ; *CBSL*, 1996, vol. III, p. 185 ; *CBSL*, 1998, vol. IV, p. 1-2 et p. 211-212.



Dans le domaine de l'information en revanche, le parti, qui a d'ores et déjà pris le contrôle de la presse et des médias via les enregistrements et réorganisations effectués au cours de l'année 1949<sup>65</sup>, s'attache à développer le réseau de l'agence Xinhua et à parfaire son système de propagande<sup>66</sup>. Dans ce contexte, les exigences envers les journalistes se font d'emblée plus fortes que dans d'autres secteurs et la progression de la presse communiste ne se fait pas attendre<sup>67</sup>.

### *L'attitude des ralliés au lendemain de la fondation du régime*

À en juger d'après la proportion de personnalités qui acceptent d'intégrer les nouvelles institutions, la stratégie d'alliance fonctionne incontestablement. Le Programme commun offre un terrain d'entente provisoire entre les communistes et les ralliés qui décident de jouer le jeu. Si le choix des politiques, militaires et technocrates liés au Guomindang s'inscrit, jusqu'à un certain point, dans la logique des choses, celui des intellectuels ayant évolué à distance du Guomindang et du parti communiste s'inscrit dans la « logique de la situation » : la nécessité d'engager la modernisation les

---

<sup>65</sup> Peu de publications sont maintenues. À Shanghai par exemple, sur les 244 organes et agences de presse enregistrés entre mai et juin 1949, seuls 44 obtiennent une accréditation. La proportion est vraisemblablement la même à Pékin où quelque 160 journaux, revues et agences de presse ont procédé à leur enregistrement entre avril 1949 et septembre 1950. Voir Zhang Tao 張濤, *Zhonghua renmin gongheguo xinwen shi* 中華人民共和國新聞史 (L'histoire de la presse en République populaire de Chine), Pékin : Jingji ribao chubanshe, 1992, p. 16-20 ; *Beijing dang'an shiliao*, 1995, 1, p. 47-53 et p. 61.

<sup>66</sup> L'agence Xinhua qui centralise les dépêches, gère l'information provenant de l'étranger et diffuse les bulletins quotidiens à partir desquels travaillent les journalistes, dépend désormais de la Direction générale de l'information mais reste sous le contrôle du Comité central par le truchement de son responsable, Hu Qiaomu, qui est aussi vice-directeur du département de la Propagande chargé de l'information. Voir *XWGZWJ*, 1980, vol. II, p. 31 ; *ZGXGW*, 1996, vol. III, p. 38-56, p. 59 et p. 61-62.

<sup>67</sup> Dès 1950, le *Renmin ribao* 人民日報 (Le Quotidien du peuple) et le *Jiefang ribao* 解放日報 (Le Quotidien Libération) tirent respectivement à 170 000 et à 100 000 exemplaires. Voir Zhang Tao, *op. cit.*, p. 24-25 ; Cheek Timothy, *Propaganda and Culture in Mao's China: Deng Tuo and The Intelligentsia*, Oxford/New York : Clarendon Press/Oxford University Press, 1997, p. 132 ; *XWGZWJ*, 1980, vol. II, p. 191-192 ; *ZGXGW*, 1996, vol. III, p. 304-309.

conduit à signer avec le Parti ce nouveau pacte des élites, comparable à maints égards à celui que d'autres avaient passé avec le Guomindang au tournant des années 1920-1930.

La nouvelle alliance n'en reste pas moins à géométrie variable : le Parti a ses interlocuteurs privilégiés et tous les ralliés ne sont pas logés à la même enseigne. Si les personnalités qui intègrent le gouvernement et l'appareil central de l'État forment sans conteste le groupe le plus privilégié, tous n'y tiennent pas le même rôle et le malaise est naturellement moindre pour ceux qui ont déjà peu ou prou renoncé à leur autonomie. Les autres s'interrogent sur les modalités de leur participation à l'action gouvernementale et se demandent si leurs compétences les qualifient pour les charges qu'on leur confie. Tirillés entre le désir de suivre leur vocation et la tentation d'honorer les propositions qui leur sont faites, certains hésitent avant d'accepter. C'est le cas de Wu Han qui estime encore, à l'hiver 1949-1950, que sa place est à l'Université<sup>68</sup>. D'autres refusent, à l'instar de Liang Shuming qui projette de créer un institut de la culture chinoise comme il l'annonce à Mao en mars 1950, lequel lui conseille plutôt d'aller voir du pays<sup>69</sup>.

Les nouveaux promus ne forment donc pas un groupe homogène. Pourtant, les plus favorables au Parti ne sont pas toujours les plus confiants et les plus prompts à s'exécuter sans réserve. Intégrer le gouvernement ou l'administration centrale ne signifie pas obéissance et soumission. Au contraire, parce que leur position les y autorise, certains exprimeront leur désaccord ou leur mécontentement et alerteront le Parti sur les questions les plus graves.

L'attitude des universitaires est tout aussi contrastée. Outre leur his-

---

<sup>68</sup> Parti en délégation à Moscou en novembre, il apprend qu'il est pressenti pour occuper le poste de vice-maire de Pékin. Peu sûr d'avoir les compétences requises pour occuper cette fonction et désireux de se consacrer à la recherche et à l'enseignement, il refuse, dans un premier temps, avant que Zhou Enlai ne réussisse à la convaincre. C'est aussi le cas de Xu Deheng qui finit par accepter les fonctions qu'on lui propose à la Commission des affaires politiques et juridiques du Conseil des affaires politiques. Voir Wu Han, *op. cit.*, p. 17-19 ; Xu Deheng, *Weile minzhu yu kexue* 爲了民主與科學 (Pour la science et la démocratie), Pékin : Zhongguo qingnian chubanshe, 1987, p. 299-300.

<sup>69</sup> Ma Yong 馬勇 (dir.), *Modai shiru : Mingren bixia de Liang Shuming, Liang Shuming bixia de mingren* 末代碩儒：名人筆下的梁漱溟、梁漱溟筆下的名人 (Les derniers grands lettrés : portraits croisés de Liang Shuming et d'autres personnalités intellectuelles), Shanghai : Dongfang chubanshe, 1998, p. 227-229.

toire et leur personnalité, les liens qu'ils ont pu nouer avec les communistes comptent, indéniablement. Ces liens, pourtant, ne sont pas la garantie d'une confiance sans faille dans l'avenir car, pas plus que la distance idéologique n'exclut des convergences avec le parti vainqueur, la proximité n'exclut des doutes et des appréhensions. C'est d'autant plus vrai que certains sont tenus à l'écart, quand d'autres sont invités à émettre leurs propositions et à participer à l'élaboration de la future politique éducative. C'est le cas de Wang Zaoshi qui n'a pas été désigné pour représenter l'Association de salut national à la Conférence politique<sup>70</sup> ou de Gu Jiegang 顧頡剛 (1893-1980) qui, écarté de la nouvelle association des historiens, essuie un nouveau revers en octobre<sup>71</sup>.

Beaucoup s'interrogent sur l'avenir de leur métier. Le caractère général des articles que consacre le Programme commun à l'éducation, la recherche et la culture, ne saurait entièrement rassurer ceux qui voudraient continuer à appliquer les méthodes qu'ils ont acquises à l'école de l'Occident et préserver l'autonomie qu'ils ont défendue contre toutes les ingérences<sup>72</sup>. Particulièrement vive parmi les historiens, les sociologues et les juristes, l'inquiétude n'épargne pas les scientifiques qui n'entendent pas soumettre la recherche à d'autres critères que celui de l'universalisme. Si beaucoup veulent croire qu'ils pourront faire valoir l'intérêt de leur discipline, d'autres s'inquiètent, d'autant que les rumeurs vont bon train sur le

---

<sup>70</sup> Song Yunbin 宋云彬, *Hongchen lengyan* 紅塵冷眼 (Regard froid sur le siècle), Taiyuan : Shanxi renmin chubanshe, 2002, p. 142-144.

<sup>71</sup> Après lui avoir promis que les éditions Xinhua publieraient sa revue *Yugong* 禹貢 (« The Evolution of Chinese Geography »), les autorités se ravisent en octobre. Voir Gu Chao 顧潮, *Lijie zhong jiaozhi bu mie : wo de fuqin Gu Jiegang* 歷劫終教志不滅 : 我的父親顧頡剛 (Obstination : mon père Gu Jiegang), Shanghai : Huadong shifan daxue chubanshe, 1997, p. 239-240.

<sup>72</sup> La cinquième partie du Programme commun met notamment en exergue : le caractère pratique et national de l'enseignement et de la culture (art. 41) ; le patriotisme, l'amour du travail et le respect du bien public (art. 42) ; des sciences au service de la « construction industrielle et militaire » (art. 43) ; des sciences sociales menées dans une « perspective scientifique » (art. 44) ; un art tourné vers l'« éveil politique du peuple » (art. 45) ; la réforme progressive du système éducatif (art. 46) ; le développement de l'enseignement secondaire et supérieur et la valorisation de l'enseignement technique, de la formation continue, de la formation des cadres et de l'éducation politique de la jeunesse (art. 47) ; le développement des médias et de l'édition (art. 49). Voir *Zhonghua renmin gongheguo dadian* 中華人民共和國大典 (Dictionnaire de la République populaire de Chine), Pékin : Zhongguo jingji chubanshe, 1994, p. 49.

rôle dévolu aux universités. Devront-elles abandonner la recherche à l'Académie des sciences comme certains semblent déjà le comprendre ? <sup>73</sup>

Journalistes, éditeurs et écrivains s'interrogent tout autant. Partiellement rassurés par le maintien du *Guancha*, du *Dagongbao* et du *Xinminbao*, Chu Anping, Wang Yunsheng, Deng Jixing et Chen Mingde 陈铭德 (1897-1989) se demandent s'ils sauront s'adapter cependant que Pu Xixiu et Xu Zhucheng éprouvent déjà d'évidentes difficultés à écrire <sup>74</sup>. Anticipant celles-ci, d'autres décident de changer d'activité. C'est le cas de nombre d'écrivains qui préfèrent renoncer à écrire plutôt que d'avoir à abandonner leur conception de l'écriture. À l'autre extrémité en revanche, communistes et compagnons de route s'estiment légitimes dans leur prétention à représenter la littérature engagée. C'est le cas de Hu Feng 胡風 (1902-1985) qui s'est déjà heurté aux gardiens de l'orthodoxie et pour lequel ce n'est pas une ère nouvelle qui commence mais une « période grise » (*huise shiqi* 灰色時期) <sup>75</sup>.

Confrontés à des réalités matérielles et existentielles diverses, conscients des changements à venir, plus ou moins disposés à s'adapter, les uns et les autres n'abandonnent donc pas l'ère communiste avec la même confiance. Pourtant, la réalité est loin d'être toujours tranchée : l'espoir et la crainte ne s'excluent pas mais cohabitent, le plus souvent, chez les mêmes individus, cependant que les mêmes causes produisent parfois des effets contraires. Ainsi en va-t-il de leur proximité avec les communistes ou de leur méconnaissance du communisme et du parti qui l'incarne, l'une et l'autre contribuant tantôt à conforter leur choix, tantôt à accentuer les doutes et malaises. D'ailleurs, les plus confiants ne seront pas toujours ceux qui vivent le mieux ces années alors que d'autres, *a priori* moins favorables aux communistes, vont mener une vie relativement protégée. Aucune fatalité donc,

---

<sup>73</sup> Telle est la crainte du directeur du département de chimie de Beida qui, le 20 octobre, en parle à Zhu Kezhen. Sans pouvoir infirmer les rumeurs, ce dernier doute que les changements puissent être aussi radicaux et tente donc de rassurer son collègue. Voir Zhu Kezhen, *op. cit.*, p. 1292-1294.

<sup>74</sup> Xu Zhucheng, *op. cit.*, p. 203 ; Jiang Liping 蔣麗苹, Lin Weiping 林偉平, *Minjian de huisheng* 民間的回聲 (Échos non officiels), Shanghai : Shanghai wenyi chubanshe, 1998, p. 306-310 ; Yuan Donglin 袁冬林, *Pu Xixiuzhuan* 浦熙修傳 (Biographie de Pu Xixiu), Zhengzhou : Daxiang chubanshe, 2002, p. 62-63.

<sup>75</sup> Hu Feng, *Hu Feng zizhuan* 胡風自傳 (Autobiographie de Hu Feng), Nankin : Jiangsu wenyi chubanshe, 1996, p. 268.

aucun déterminisme dans l'évolution de leur situation respective, les faits contredisant souvent tous les pronostics.

### **Entre ruptures et continuités : les facettes de la transition, 1950-1952**

La période qui s'ouvre en 1950 présente des continuités avec la précédente <sup>76</sup>. C'est une transition progressive qui s'amorce en effet dans les villes, où les changements s'étalent sur plusieurs années <sup>77</sup>. Ils n'affectent pas uniformément la vie des intellectuels et ne sont pas sans conséquence sur leur perception du régime et leurs évolutions. Le métier qu'ils exercent compte, indiscutablement, soit que leur profession implique une autonomie que le Parti ne saurait tolérer, soit qu'ils y soient plus représentés qu'ailleurs. Pourtant, force est de constater qu'il n'y a pas de déterminisme absolu entre le métier qu'on exerce et la façon de vivre ces années. Autant que leur activité professionnelle, leur histoire et leur personnalité, les événements dont ils sont témoins ou acteurs, la représentation qu'ils ont de leur rôle et les concessions qu'ils sont prêts à faire jouent leur part tant dans leur façon d'appréhender et de vivre ces années que dans leurs évolutions, lesquelles sont rarement linéaires. C'est ce qui fait la complexité de cette période qui est tout à la fois une période d'accommodation, d'enthousiasme et de désillusion.

#### *Les changements dans la vie professionnelle*

La diversité qui prévaut sur le plan professionnel tient pour une large part aux moyens encore limités du Parti au regard de ses objectifs, ce qui

---

<sup>76</sup> Certaines sont inhérentes à la poursuite de politiques amorcées par les nationalistes et aux similitudes entre les deux Partis-États, d'autres tiennent à la prudence du Parti qui engage certes les premières réformes sociales mais s'attache aussi à favoriser la reprise économique. Voir Kirby William C., « The Nationalist regime and the Chinese party-state, 1928-1958 », in Goldman Merle, Gordon Andrew (ed.), *Historical Perspectives on Contemporary East Asia*, Cambridge (Mass.) : Harvard University Press, 2000, p. 211-237.

<sup>77</sup> Plus que 1949, c'est l'année 1952 qui marque la première véritable césure, une césure que Kenneth Lieberthal n'hésite pas à décrire comme une « seconde révolution ». Voir *Revolution and Tradition in Tianjin, 1949-1952*, Stanford : Stanford University Press, 1980, p. 125-152.

l'oblige à retenir une large fraction de l'ancien personnel, à recruter parmi les anciennes élites et les couches moyennes et à différer sa mainmise sur certains secteurs d'activité<sup>78</sup>. Sans embrasser la totalité de ses objectifs, les ralliés, de leurs côtés, attendent du Parti qu'il tienne ses promesses et espèrent suivre leur vocation, voire orienter l'action publique comme semblent les y autoriser le Programme commun et les droits qui y sont inscrits<sup>79</sup>. Pourtant, tous ne sont pas logés à la même enseigne.

Les nouveaux promus figurent parmi les plus privilégiés. Leur nomination conforte, à n'en pas douter, l'idée qu'ils se font du gouvernement de coalition, fussent-ils concilier leur expertise avec la ligne du parti. En juillet-août 1950, Shi Liang défend par exemple la formation de nouveaux avocats mais aussi l'intégration des anciens dans le nouveau système judiciaire, une proposition toujours à l'ordre du jour en 1956<sup>80</sup> ! Pourtant, les privilèges dont on les gratifie ne compensent pas toujours les frustrations et malaises. Luo Longji par exemple, qui espérait un portefeuille ministériel, nourrit déjà de la rancœur, d'autant qu'il a tôt fait de comprendre qu'il est sur la touche<sup>81</sup>. En outre, tous sont appelés à relayer les mots d'ordre du Parti qui se fait fort d'exploiter leurs déclarations et médiatiser leur participation aux campagnes politiques. Or, si la volonté d'y croire et l'aveuglement préparent l'ancrage de nouvelles certitudes et favorisent une indéniable propension à occulter certaines réalités, la réalité des faits ne tarde pas à faire sortir certains de leur réserve.

---

<sup>78</sup> Le parti communiste ne peut pourvoir qu'à un tiers de ses besoins lorsqu'il accède au pouvoir. En juin 1950, l'ancien personnel représente toujours 90% de l'ensemble du personnel administratif. Voir An Ziwen 安子文, « Zhonghua renmin gongheguo san-nian lai de ganbu gongzuo » 中華人民共和國三年來的幹部工作 (Le travail des cadres en République populaire de Chine depuis trois ans), *Renmin ribao*, 30 septembre 1952 ; Kau Ying-mao, « Patterns of Recruitment and Mobility of Urban Cadres », in Lewis John W. (ed.), *The City in Communist China*, Stanford : Stanford University Press, 1971, p. 99-106.

<sup>79</sup> L'article 5 garantit entre autres la liberté d'expression, de publication, de réunion, d'association, de manifester et de circuler librement. Voir *Zhonghua renmin gongheguo dadian*, *op. cit.*, p. 47.

<sup>80</sup> *Zhengfu gongzuo baogao huibian, 1950*, 政府工作報告匯編, 1950 (Rapport de travail du gouvernement, 1950), Pékin : Renmin chubanshe, 1951, p. 102-103 et p. 108.

<sup>81</sup> Après des attaques à peine voilées fin juillet, il est critiqué en décembre 1949 lors du IV<sup>e</sup> plénum de la Ligue démocratique. Voir Song Yunbin, *op. cit.*, p. 144 ; Ye Duyi, « Wo he Luo Longji 我和羅隆基 (Mes liens avec Luo Longji), *Wenshi ziliao xuanji zengkan*, 1987, 2, p. 43-47.

Pour les universitaires, la transition se fait plutôt en douceur dans un premier temps. Tous les établissements ne sont certes pas soumis au même régime mais la part que représentent les institutions privées oblige les autorités à rester prudentes : les besoins sont immenses et des réformes trop hâtives ne feraient que retarder la refonte du système annoncée en décembre 1949<sup>82</sup>. À l'exception de ceux qui intègrent les nouvelles universités populaires, la plupart conservent donc leurs enseignements et ceux à la recherche d'un poste restent libres de leur choix<sup>83</sup>.

Si beaucoup veulent croire qu'ils pourront suivre leur vocation, leur attitude n'en reste pas moins ambivalente. Impressionnés par l'efficacité des autorités, mis en confiance par le fait d'être consultés, beaucoup partagent le sentiment de « ne pas être adaptés » (*buhe shiyi* 不合時宜). En août 1950, Gu Jiegang l'écrit à un ami : « Notre génération n'est pas adaptée aux circonstances actuelles, les enfants choyés que nous avons été n'ont plus leur place »<sup>84</sup>. De même, si Fei Xiaotong est rassuré d'être associé aux discussions et consultations en tant que partenaire de la nouvelle alliance, il n'est peut-être pas aussi confiant qu'il le laisse croire<sup>85</sup>.

L'éducation politique ne revêt pas encore le caractère contraignant qu'elle prendra par la suite, mais l'introduction des séances d'études est là pour rappeler que les choses sont appelées à changer et les tensions sont palpables. La réforme de l'enseignement suscite beaucoup d'inquiétude et

---

<sup>82</sup> Sur les 207 établissements que compte alors le pays, pas moins de 79 sont privés. Voir Jin Yiming 金一鳴, *Zhongguo shehuizhuyi jiaoyu de guiiji* 中國社會主義教育的軌跡 (Trajectoire de l'éducation socialiste en Chine), Shanghai : Huadong shifan daxue, 2000, p. 53-66 ; Guojia gaoji jiaoyu xingzheng xueyuan 國家高級教育行政學院 (dir.), *Xin Zhongguo jiaoyu xingzheng guanli wushi nian* 新中國教育行政管理五十年 (Cinquante ans de politique éducative en République populaire de Chine), Pékin : Renmin jiaoyu chubanshe, 1999, p. 11-15.

<sup>83</sup> Tan Qixiang 譚其驥 (1911-1992) refuse ainsi de rester à l'université du Zhejiang où il serait obligé d'enseigner l'histoire moderne et choisit d'aller à Fudan. Voir Ge Jianxiong 葛劍雄, *Youyou chang shui : Tan Qixiang qianzhuan* 悠悠長水：譚其驥前傳 (Le fleuve au long cours : biographie de Tan Qixiang), Shanghai : Huadong shifan daxue chubanshe, 1997, p. 161 et p. 163.

<sup>84</sup> Lettre de Gu Jiegang à Liu Jie, 5 août 1950, Gu Chao, *op. cit.*, p. 241.

<sup>85</sup> « Je pensais que j'étais témoin de la naissance d'un monde nouveau, que le nouveau gouvernement servirait mieux la Chine. [...] Mais j'étais confus et troublé car j'avais aussi le sentiment que je n'avais pas ma place dans cette nouvelle société ». Entretien avec Burton Pasternak (1987), in Fei Xiaotong, *op. cit.*, 1999, vol. XI, p. 162-170.

conduit certains à élaborer des plans de sauvetage de leur discipline <sup>86</sup>. Si l'on imagine sans peine le malaise des philosophes, des économistes, des politistes, des juristes ou des historiens auxquels Xie Juezai 謝覺哉 (1884-1971) annonce en janvier 1950 que l'histoire peut s'écrire sans sources <sup>87</sup>, on connaît mieux celui des sociologues à travers leurs efforts pour défendre leur discipline.

Fei Xiaotong aborde le sujet dès juillet 1949 et fait, moins d'un an plus tard, un long plaidoyer en faveur de la sociologie, une discipline certes appelée à se marxiser mais une discipline plus complexe que les autres, explique-t-il, dont la réforme va prendre du temps et qui, en attendant, pourrait être utile à la « construction de la société néo-démocratique » <sup>88</sup>. Ces efforts ne sont pas totalement vains puisque la sociologie bénéficie d'un sursis <sup>89</sup>, mais les sociologues ne sont pas moins invités à partir en mission dès l'été 1950, quand d'autres doivent s'adapter aux évolutions des programmes <sup>90</sup>. Bien d'autres tentent de se faire entendre à l'instar de Tang Yongtong 湯用彤 (1893-1964), spécialiste du bouddhisme, qui, en novembre, fait part aux cadres de la Direction générale de l'édition des problèmes que lui et ses collègues rencontrent pour trouver des éditeurs, ou

---

<sup>86</sup> Cette résistance est partiellement attestée par les accusations dont certains seront la cible en 1957. En mai 1950, peu avant la réunion nationale sur l'éducation supérieure, Luo Longji, Zhang Dongsun, Qian Duansheng, Fei Xiaotong et quelques autres se seraient notamment réunis pour discuter de la réforme et réfléchir sur la façon de s'y opposer. Voir Shi Meng 石蒙, « Wei Zhang-Luo liangmeng fuwu de “guanyu kexue tizhi wenti zuotanhui” » 爲章羅聯盟服務的“關於科學體質問題座談會” (La « Causerie sur le système des sciences » au service de l'Alliance Zhang-Luo), *Zhengming*, décembre 1957, p. 28-29.

<sup>87</sup> Ma Fenghua 馬逢華, « Beijing daxue yijiusijiu qianhou » 北京大學一九四九前後 (L'université de Pékin à la libération), *Zhuanji wenxue*, 1999, 74 (4), p. 70.

<sup>88</sup> Concédant qu'elle s'est développée sur une base réformiste, il propose de renforcer la théorie. Voir Fei Xiaotong, *op. cit.*, 1999, vol. VI, p. 38-49.

<sup>89</sup> Les règlements provisoires d'août 1950 annoncent que son rôle sera de former les fonctionnaires dont le pays a besoin. Voir Zhang Guansheng 張冠生, *Fei Xiaotong zhuan* 費孝通傳 (Biographie de Fei Xiaotong), Pékin : Qunyan chubanshe, 1999, p. 294.

<sup>90</sup> Ces évolutions touchent surtout les sciences humaines et sociales. À défaut de nouveaux supports toutefois, beaucoup continuent d'employer les manuels qu'ils utilisaient avant 1949. Voir Chen Maiqing 陳麥青 (dir.), *Lao Fudan de gushi* 老復旦的故事 (L'histoire de l'ancienne université Fudan), Nankin : Jiangsu wenyi chubanshe, 1998, p. 305.



encore Chen Yuan 陳垣 (1880-1971) qui se plaint, quelques mois plus tard, car l'histoire n'est toujours pas représentée à l'Académie des sciences <sup>91</sup>.

Mais la rééducation politique s'intensifie. En juin 1951, la campagne contre le film *La vie de Wu Xun* (*Wu Xun zhuan* 武訓傳) <sup>92</sup> annonce que les autorités veulent passer à la vitesse supérieure. C'est chose faite, à l'automne, avec le lancement de la réforme de la pensée qui précède et prépare la réforme des universités et prend l'ampleur d'une campagne nationale à partir du début de l'année 1952, lorsqu'elle se confond avec les Trois Anti (Sanfan 三反) <sup>93</sup>. Beaucoup devront s'y reprendre à plusieurs fois pour produire une autocritique acceptable et certains ne parviendront pas à « passer le cap » (*guoguan* 過關) <sup>94</sup>. La fin de la campagne en août-septembre 1952 coïncide avec la refonte complète de l'enseignement supérieur <sup>95</sup>. Pour beaucoup, c'est la fin d'une certaine idée de l'enseignement et, avec elle, la fin des premières illusions.

La situation est d'emblée plus difficile pour les journalistes qui ont du mal, du jour au lendemain, à se faire les propagandistes du nouveau régime. Le malaise n'épargne pas les compagnons de route qui n'ont pas toujours envisagé les contraintes auxquelles ils seraient soumis. Tous découvrent pourtant très vite les règles qui ont désormais force de loi, et notamment qu'aucune information ne saurait être diffusée sans l'avoir été au préalable par l'agence Xinhua. N'ayant d'autre choix que de sacrifier leur in-

---

<sup>91</sup> Song Yunbin, *op. cit.*, p. 213 et p. 222.

<sup>92</sup> Le film raconte l'histoire d'un homme pauvre qui économisa toute sa vie pour ouvrir des écoles en faveur d'enfants de la province du Shandong. La femme de Mao, Jiang Qing, reprocha au personnage d'être trop ancré dans la société traditionnelle.

<sup>93</sup> Cette campagne vise la corruption, le gaspillage et le bureaucratisme des fonctionnaires et des cadres du Parti.

<sup>94</sup> Accusé de trahison, Zhang Dongsun se voit retirer le droit d'enseigner mais conserve son salaire et son logement à l'université Yenching où sera bientôt transférée l'université de Pékin. Voir *JGYLMZDWG*, 1989, vol. III, p. 422-423 ; Zuo Yuhe, *op. cit.*, p. 435-440.

<sup>95</sup> Elle passe par la réorganisation des facultés et des départements (*yuanxi tiaozheng* 院系調整) et la création de trois types d'établissements – généralistes, polytechniques et spécialisés – censés mieux répondre aux besoins du pays, la standardisation des enseignements et la suppression de certaines disciplines comme la sociologie. Voir Pepper Suzanne, *Radicalism and Education Reform in 20th Century China: The Search for an Ideal Development Model*, Cambridge : Cambridge University Press, 1996, p. 174-179 ; Jin Yiming, *op. cit.*, p. 66-69.

dépendance, tous s'initient donc au nouveau langage politique et s'efforcent d'écrire les articles qu'on attend d'eux.

Le mécontentement existe mais le contexte ne l'incite guère à s'exprimer<sup>96</sup>, d'autant que l'isolement des journalistes se renforce au sein des rédactions à mesure que les journaux sont colonisés par le Parti. Si certains quotidiens connaissent une embellie temporaire, la survivance de certains titres est avant tout symbolique<sup>97</sup>. D'ailleurs, Chu Anping ne tarde pas à prendre ses distances par rapport à la revue qui a fait sa renommée dès lors que celle-ci change de main en juillet 1950<sup>98</sup>. Il intègre alors la Direction générale de l'édition où il sera nommé vice-directeur de la Librairie centrale Xinhua en janvier 1951, un sort plus enviable que celui de nombre de ses confrères qui, mobilisés dans l'effort de propagande, sont envoyés en Corée<sup>99</sup>.

Dans l'édition, les changements sont plus progressifs. Les consultations engagées à l'automne 1949 avec les éditeurs les plus en vue ne sont pas sans rassurer ceux qui espèrent trouver une entente avec les nouvelles autorités<sup>100</sup>. Mais les inquiétudes demeurent car beaucoup font face à d'importantes difficultés. Devant les problèmes financiers, la censure, la pénurie de manuscrits et de papier que les éditions Xinhua ne font qu'aggraver en multipliant les rééditions, certaines maisons d'édition demandent à changer de statut dès 1950<sup>101</sup>. Le secteur privé reste prépondé-

---

<sup>96</sup> Xiao Qian, qui travaille au *People's China*, a tôt fait de comprendre qu'on ne peut aborder tous les sujets mais aussi qu'on ne lui fait pas confiance. Voir Xiao Qian, *op. cit.*, p. 237-238.

<sup>97</sup> À Shanghai, le *Dagongbao* tire à 160 000 exemplaires en 1950-1951, mais le durcissement du régime le prive bientôt de son lectorat habituel. La chute du tirage à moins de 100 000 exemplaires l'oblige à se tourner vers l'État pour sortir de l'impasse et le quotidien finit, comme la plupart des journaux et revues, par changer de statut en 1953. Transféré à Tianjin, il fusionne avec le *Jinbu ribao* 進步日報 (Le Progrès). Voir Zhou Yu, *op. cit.*, p. 320-321 ; Li Chunqing 李純青, *Bigeng wushi nian* 筆耕五十年 (Cinquante ans d'écriture), Pékin : Sanlian chubanshe, 1994, p. 536-538 ; Zhang Tao, *op. cit.*, p. 19-20.

<sup>98</sup> La revue reparaît sous le nom de *Xin Guan* 新觀察 (Le Nouvel Observateur). Voir Lin Yuan, *op. cit.*, p. 406-410.

<sup>99</sup> Xu Zhucheng, *op. cit.*, p. 215-227 ; Yuan Donglin, *op. cit.*, p. 53 ; Zhang Tao, *op. cit.*, p. 52-102.

<sup>100</sup> Zhang Yuanji, *op. cit.*, p. 1223-1254 ; *CBSL*, 1995, vol. I, p. 462-467 et p. 554.

<sup>101</sup> Ces rééditions suscitent les plaintes des éditeurs et des auteurs auxquels aucun droit n'est reversé, obligeant les autorités à rappeler à l'ordre les éditions Xinhua jusqu'à la

rant, mais les transformations s'accroissent à partir du début de l'année 1951 lorsque le secteur d'État est réorganisé<sup>102</sup>.

Les professionnels du livre ne font pas moins valoir leurs exigences. À la Direction générale de l'édition, certains critiquent l'inconséquence de leurs supérieurs plus prompts à faire des discours qu'à se mettre à l'ouvrage, la frilosité des éditeurs qui rechignent à publier les textes exigeants, les éditions Xinhua qui ne font pas du « bon travail » et les manuscrits écrits à la va-vite qu'ils ont peine à réviser tant le style est mauvais<sup>103</sup>. En octobre 1950, Xiang Da, conservateur en chef de la bibliothèque de Beida, rappelle les règles que tout éditeur ayant un tant soi peu de conscience professionnelle devrait toujours respecter<sup>104</sup>. Ces exigences sont loin d'être toujours satisfaites pourtant, au point que certains se demandent s'il ne vaut pas mieux « jouer les illettrés » (*zuo wenmang* 作文盲)<sup>105</sup>.

Conscients que la création n'est plus possible, nombre d'écrivains choisissent l'enseignement ou les métiers du livre et de la culture, la conservation du patrimoine notamment, à l'instar de Shen Congwen<sup>106</sup>. Si certains continuent d'écrire et de traduire, peu parviennent, comme Fu Lei 傅雷 (1908-1966), à mener leur travail comme ils l'entendent et à vivre de leur plume<sup>107</sup>. Quant aux rares écrivains non encartés admis dans les nouvelles associations dédiées aux arts et aux lettres et payés par l'État pour produire, ils n'ont d'autre choix que se plier aux normes de la littérature de

---

promulgation de règlements provisoires en 1950. Voir *CBSL*, 1995, vol. I, p. 204 et p. 571.

<sup>102</sup> Le recensement effectué en 1950 dans 11 des plus grandes villes du pays fait état de 244 maisons d'édition privées contre 20 d'État et 6 mixtes. Le même recensement dénombre 765 diffuseurs et libraires privés contre 6 d'État et 7 mixtes. En janvier 1951, la seule région de l'Est compte 310 structures privées contre 22 d'État et 5 mixtes. Voir *CBSL*, 1996, vol. II, p. 853 et vol. III, p. 515-528.

<sup>103</sup> Song Yunbin, *op. cit.*, p. 128, p. 141-141, p. 144, p. 151-152, p. 177 et p. 182.

<sup>104</sup> Xiang Da, « Guanyu shu de ji ge wenti » 關於書的幾個問題 (Quelques problèmes concernant le livre), *Xin Jianshe*, novembre 1950, 3 (4).

<sup>105</sup> Song Yunbin, *op. cit.*, p. 172.

<sup>106</sup> Shen Congwen est recruté au Musée national d'histoire où il prend ses fonctions après un passage dans une université révolutionnaire.

<sup>107</sup> Connu pour sa traduction de *Jean-Christophe* de Romain Rolland publiée aux éditions Shangwu en 1937, Fu Lei travaille en *free lance* et se consacre alors presque entièrement à la traduction de l'œuvre de Balzac. Après *Albert Savarus* en 1946, *Eugénie Grandet*, *Le Père Goriot* et *La Cousine Bette* sont respectivement publiés en 1949, 1950 et 1951.

propagande<sup>108</sup>.

*Nouveaux rôles, nouvelles contraintes politiques*

Si le Parti fait du front uni l'instrument de l'unité nationale et affiche sa volonté de reconstruire et développer le pays, son ambition va au-delà d'un banal projet d'émancipation et de modernisation nationales. Maître d'oeuvre de la construction d'une sorte d'État intégral, il n'entend pas seulement mettre les anciennes élites au travail : il attend de tous qu'ils participent à la construction du nouvel ordre politique et, partant, qu'ils opèrent leur propre « révolution ». Assez naturellement, ce sont les responsables des associations professionnelles et des petits partis qui sont les premiers mobilisés en 1949-1950 durant les « trois grands mouvements » (*san da yundong* 三大運動) : la réforme agraire, la campagne de soutien à la Corée et l'épuration. Mais la refonte de petits partis s'impose au préalable, une refonte engagée à l'automne 1949 sous la houlette du département du front uni et de ses relais : les adhésions sont temporairement gelées, de nouveaux statuts sont adoptés, les séances d'étude se généralisent<sup>109</sup>.

La mutation des petits partis ne s'opère pas sur une base uniformément coercitive pourtant. Le patriotisme et les perspectives de développement dans lesquels le nouveau régime trouve des respirations essentielles en même temps que de forts processus de légitimation agissent comme de puissants facteurs de cohésion. La plupart approuvent notamment la réforme agraire dont ils espèrent qu'elle se déroulera sans excès. De même, la mobilisation patriotique à laquelle les autorités appellent à partir de

---

<sup>108</sup> Certains comme Feng Zhi n'écriront plus rien d'important, d'autres comme Lao She 老舍 (1899-1966) restent prolifiques mais leur production prend un caractère plus circonstanciel.

<sup>109</sup> Les petits partis se réunissent à partir de l'automne 1949, reconnaissent le rôle dirigeant du parti communiste, font leurs les objectifs du Programme commun et se dotent de nouveaux statuts. La Ligue démocratique se définit alors comme « une alliance politique (*zhengzhi lianmeng* 政治聯盟) formée pour l'essentiel d'intellectuels », déclare « accepter la direction du parti communiste » et « accorder son travail en conséquence » pour « prendre part à la grande entreprise de la construction révolutionnaire ». Elle encourage donc ses membres à se réformer et émet les premières consignes en matière d'exclusion. Voir Yu Gang 于剛 (dir.), *Zhongguo ge minzhu dangpai* 中國各民主黨派 (Les partis démocratiques chinois), Pékin : Zhongguo wenshi ziliao, 1987, p. 476 ; *MZTMLSWX*, 1991, p. 33-34 et p. 131.

l'automne 1950 trouve un incontestable écho dans les rangs des ralliés <sup>110</sup>. Leur adhésion à certains programmes et mots d'ordre du Parti ne doit donc pas être négligée, même si les convergences ne sont que partielles.

Zhang Naiqi s'oppose par exemple à l'entrée massive d'« activistes » (*jijifenzi* 積極分子) dans l'Association démocratique pour la construction nationale et critique, au passage, la « mentalité d'invité » (*zuoke sixiang* 作客思想) de ceux qui ne savent qu'acquiescer <sup>111</sup>. Plus important encore, le durcissement intérieur qui suit l'intervention de la Chine en Corée conduit certains à poser le problème de la violence. De fait, si beaucoup se taisent ou se contentent d'user de leur influence pour protéger leurs proches, d'autres estiment qu'il est de leur devoir d'en parler. Fin 1950, Zhang Yuanji, inquiet des nouvelles qu'il reçoit de sa ville natale, rencontre le président de la Commission de la région militaire et administrative de l'Est, Rao Shushi 饒漱石 (1903-1975), lequel lui laisse entendre qu'il ne peut rien pour les « tyrans locaux et mauvais notables » (*tuhao lieshen* 土豪劣紳) <sup>112</sup>. Alerté par les plaintes qu'il reçoit de propriétaires fonciers du Jiangsu, Huang Yanpei fait part de ses inquiétudes à Mao au début de l'année 1951 <sup>113</sup>. À l'automne, c'est Liang Shuming qui évoque ce même problème avec Mao à son retour du Sichuan <sup>114</sup>.

À en croire un rapport de mars 1951, cette indignation est partagée : « À défaut d'une propagande suffisante, les masses ne comprennent pas toujours la sévérité des mesures prises contre les contre-révolutionnaires

---

<sup>110</sup> Les gestes et déclarations que suscite l'intervention des « volontaires » chinois en Corée en attestent. La Ligue démocratique lance par exemple un appel à contribution d'un 1,5 milliard de yuans (plus de 500 000 yuans actuels).

<sup>111</sup> Xu Hansan 許漢三, « Wo suo zhidao de Zhang Naiqi » 我所知道的章乃器 (Zhang Naiqi tel que je l'ai connu), *Wenshi ziliao xuanji*, 1981, 73, p. 208.

<sup>112</sup> Une information publiée à Hong Kong en décembre 1950 dans la revue *Ziyou Zhongguo* 自由中國 (Chine libre).

<sup>113</sup> Mao lui fait alors parvenir la copie de deux directives sur les mesures prises pour corriger les excès commis puis, dans la lettre qu'il lui adresse le 17 février, il justifie les exécutions et annonce que la « réforme par le travail » (*laodong gaizao* 勞動改造) sera privilégiée dès que possible. Voir *Mao Zedong shuxin xuanji* 毛澤東書信選集 (Correspondance de Mao Zedong), Pékin : Renmin chubanshe, 1983, p. 397-398 et p. 402-404 ; Xu Hansan (dir.), *Huang Yanpei nianpu* 黃炎培年譜 (Biographie chronologique de Huang Yanpei), Pékin : Wenshi ziliao chubanshe, 1985, p. 236-237.

<sup>114</sup> Ma Yong, *op. cit.*, p. 237.

[...]. Il y a en outre des enseignants, des personnalités démocratiques et des étudiants arriérés qui estiment qu'exécuter des gens n'est pas faire montre d'"humanité" »<sup>115</sup>. Résultat : le Parti renforce sa propagande, la campagne d'épuration devient une campagne de masse et la répression s'étend<sup>116</sup>. Encouragés à éclaircir leurs rangs, les petits partis s'exécutent et la mise au pas de la communauté universitaire s'accélère. Face à la recrudescence des arrestations, certains réagissent<sup>117</sup>.

Jusqu'à cette date, les enseignants subissent moins de pression : le Parti a besoin d'eux et ne veut pas brusquer les choses, d'autant que la réforme annoncée ne recueille pas une franche adhésion. Beaucoup doivent certes participer à des séances d'étude qu'ils jugent aussi contraignantes qu'inutiles – encore que certains semblent se prêter à l'exercice de bon gré – et se plaignent du temps passé en réunion alors qu'ils ne désirent rien tant que « se plonger dans leur travail » (*maitou yewu* 埋頭業務)<sup>118</sup>. Comme Fu Ying 傅鷹 (1902-1979) qui « ne veut participer ni à l'étude politique (*zhengzhi xuexi* 政治學習) ni au travail social (*shehui gongzuo* 社會工作), considère le marxisme avec dédain et refuse de reconnaître le rôle dirigeant du Parti en matière de sciences »<sup>119</sup>, la plupart pensent avoir mieux à faire<sup>120</sup>.

---

<sup>115</sup> *Beijing shi zhongyao wenxian xuanbian* 北京市重要文獻選編 (Collection de matériaux importants sur la ville de Pékin), Pékin : Zhongguo dang'an chubanshe, 2001, vol. III, p. 271-273.

<sup>116</sup> Le parti appelle alors à renforcer la participation de tous à la réforme agraire et à la campagne d'« écrasement des contre-révolutionnaires » (*zhenya fangeming yundong* 鎮壓反革命活動). Voir *Gongheguo zouguo de lu* 共和國走過的路 (La voie suivie par la République), Pékin : Zhongyang wenxian chubanshe, 1991, vol. I, p. 239, p. 243 et p. 246-247 ; *JGYLZYWX*, 1992, vol. II, p. 80-83.

<sup>117</sup> Après l'arrestation de l'un de ses collègues, Tan Qixiang, par exemple, s'insurge contre une répression qu'il juge aussi violente qu'injuste, ce qui lui sera reproché en 1952 durant les Trois Anti. Voir Ge Jianxiong, *op. cit.*, p. 205.

<sup>118</sup> À l'université du Zhejiang, Tan Qixiang découvre le marxisme dans le cadre de séances d'étude organisées à la manière de débats, durant lesquelles certains discutent, voire contestent, les textes qu'on leur soumet. Voir Ge Jianxiong, *op. cit.*, p. 162.

<sup>119</sup> *Guanyu zhishifenzi wenti de huiyi cankao ziliao* 關於知識分子問題的會議參考資料 (Documents concernant la conférence sur la question des intellectuels), Pékin : Zhonggong zhongyang bangongting jiyaoishi, Gaodeng jiaoyubu, 1956, p. 52.

<sup>120</sup> En 1949-1950, Fei Xiaotong souligne les réticences de ceux qui ne voient dans les cours politiques qu'une forme de « contrôle de la pensée » (*sixiang tongzhi* 思想統治), ceux qui « estiment être dans le vrai et ne pas avoir besoin de se réformer », ceux qui

Mais la pression s'intensifie en 1951. La première attaque en règle des milieux intellectuels est lancée en mai à travers la campagne contre le film *La Vie de Wu Xun*, pourtant acclamé à sa sortie. À travers Wu Xun (1839-1896), c'est l'influence occidentale, l'individualisme et le réformisme de ceux qui croient pouvoir faire l'économie d'une vraie révolution qui sont attaqués. Début juin, le ministère de l'Éducation appelle les enseignants à participer à la « lutte idéologique ». Puis, le 22 août, Zhou Enlai exhorte à nouveau les intellectuels à « se réformer »<sup>121</sup>, une injonction à laquelle Ma Yinchu, doyen de l'université de Pékin, répond presque aussitôt<sup>122</sup>. Un mois plus tard, Zhou Enlai annonce le lancement officiel de la campagne, puis Mao revient à la charge fin octobre.

Le mouvement de la réforme de la pensée proprement dit commence donc à l'automne 1951. Il vise les universitaires mais aussi les milieux littéraires et artistiques, les milieux de la presse, les milieux juridiques et, plus largement, les fonctionnaires. D'ailleurs, il se confond bientôt avec la campagne des Trois Anti<sup>123</sup>. La méthode n'est autre que celle éprouvée par les cadres lors des rectifications du Parti, à savoir l'alternance de séances d'étude, de critique et d'autocritique jusqu'au bilan final, véritable épreuve dont tous ne sortiront pas indemnes. Pour la majorité des intellectuels restés sur le Continent, le premier véritable test a donc lieu au tournant de l'année 1951.

Si la façon dont chacun vit cette épreuve reste difficile à appréhender, il est clair qu'il s'agit, pour le Parti, de s'assurer que tous acceptent les termes de l'alliance et ne remettent pas en question ses choix et ses orientations. En ce sens même, la conversion idéologique est peut-être l'objectif le moins important du mouvement. Elle en est aussi la conséquence la

---

ne comprennent pas pourquoi ils devraient « se soumettre à la pensée prolétarienne » alors que le prolétariat, la paysannerie, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale forment quatre classes alliées, etc. Voir Fei Xiaotong, *op. cit.*, 1999, vol. VI, p. 54-55 et p. 103-106.

<sup>121</sup> *Zhou Enlai nianpu* 周恩來年譜 (Biographie chronologique de Zhou Enlai), Pékin : Zhongyang wenxian chubanshe, 1998, vol. I, p. 175.

<sup>122</sup> *Jianguo yilai Mao Zedong wengao* 建國以來毛澤東文稿 (Écrits de Mao Zedong après 1949), Pékin : Zhonggong wenxian chubanshe, 1988, vol. II, p. 448. Notons que l'initiative de Ma Yinchu est présentée comme spontanée.

<sup>123</sup> Dans le Sud, le mouvement ne commence qu'au printemps 1952, après la réforme agraire à laquelle beaucoup participent à partir de la fin de l'année 1951. Voir Ge Jianxiong, *op. cit.*, p. 165-166.

moins effective. De fait, tous finiront par retenir la principale leçon de l'exercice : la nécessité de s'accommoder avec le nouveau régime, ses règles et ses exigences, comme en témoignent les autocritiques qu'ils sont contraints d'écrire <sup>124</sup>.

Contrepoints à ces « confessions » obligées dont s'abreuve la presse, les correspondances et journaux intimes en disent beaucoup plus sur l'état d'esprit des intéressés. En octobre 1952, Gu Jiegang estime par exemple que le Parti leur en demande trop, trop vite. Résultat : « tout le monde est obligé de mentir » <sup>125</sup>. La réforme de la pensée n'ouvre pas moins une période de changements plus profonds <sup>126</sup>. Si le régime peut encore apparaître comme un régime somme toute assez banal jusqu'en 1951, il en va différemment à partir de 1952 qui marque le début d'une mise au pas systématique de la société.

### *Les aires d'autonomie : vie sociale et vie privée*

L'avènement du communisme ne bouleverse pas de fond en comble la vie des intellectuels, lesquels forment un groupe relativement privilégié et continuent de jouir d'une certaine autonomie. Est-ce à dire que l'instauration du nouveau régime n'a d'autres incidences que celles soulignées précédemment ? De toute évidence, non. Car la création de nouvelles organisations sociales et l'élimination ou la subversion de celles héritées de la période républicaine transforment tant les formes que la nature de la vie associative. En outre, les pressions directes ou plus insidieuses qui s'exercent déjà avec plus ou moins de vigueur favorisent certaines évolutions. Pour autant, modes de vie et formes de sociabilité ne changent pas radicalement. Disons qu'ils perdurent et coexistent avec d'autres manières d'être et d'autres formes d'organisation sociale.

Sur le plan de la vie sociale, les transformations se mesurent en premier lieu à celles qui affectent le tissu associatif, la diversité des associa-

---

<sup>124</sup> Pepper Suzanne, *op. cit.*, p. 166-167.

<sup>125</sup> Lettre de Gu Jiegang à Zhu Duankai, 22 octobre 1952, Gu Chao, *op. cit.*, p. 252.

<sup>126</sup> En 1952, Xiao Qian prend conscience de la logique implacable des « quotas » qui implique de débusquer un nombre déterminé à l'avance de « coupables ». De même, les Trois Anti dissuadent Shen Congwen de reprendre la plume lorsque les autorités l'invitent à le faire en 1953. Voir Hsiao Ch'ien, *op. cit.*, p. 180-181.



tions qui faisaient jusque-là la richesse de la vie associative n'étant plus de mise. Le pluralisme est exclu en effet, et bientôt chaque secteur d'activité, chaque profession, chaque segment de la population est représenté au sein d'une organisation professionnelle ou syndicale, une association culturelle ou une organisation de masse. L'autonomie que le régime nationaliste avait partiellement tolérée, au moins par intermittence, n'est plus d'actualité : l'institutionnalisation de la vie sociale qui accroît normalement l'autonomie des groupes et secteurs de la société, qui permet l'expression et la défense de leurs intérêts, qui nourrit le débat public et fait le propre de la vie de la cité, vise désormais à les contrôler et à les utiliser.

Première forme de capture bureaucratique, la mainmise sur les organisations sociales instaure donc une nouvelle forme de domination du Parti-État sur la société. En mobilisant cette dernière, à travers ces différents relais, celui-ci s'emploie à fabriquer le conflit ou le consensus qui normalement résultent de la confrontation d'intérêts antagonistes ou de la recherche de compromis entre partenaires divers, sociaux et politiques. Œuvrant à son propre renforcement, le Parti-État devient ainsi le principal initiateur d'une forme d'action sociale qui ne se différencie pas d'une action politique, inaugurant une modernité qui se fera d'autant plus répressive que l'accent portera sur l'exacerbation du conflit.

Sans faire mystère de ses ambitions politiques, le nouveau pouvoir n'en cherche pas moins, au départ, à mobiliser autant de soutiens que possible pour mener à bien la reconstruction et le développement. Or, sans en ignorer les limites, les intellectuels ralliés approuvent, pour l'essentiel, le Programme commun et les orientations qui, dans chaque secteur, devront en permettre la réalisation. Aussi, n'ont-ils vraisemblablement pas toujours considéré d'un mauvais œil la création de certaines associations<sup>127</sup>. Mais les illusions ne durent qu'un temps. Beaucoup déchantent lorsqu'ils comprennent qu'elles servent moins la modernisation, le progrès et le débat qu'elles ne concourent à leur propre asservissement.

Est-ce à dire que ces intellectuels ne jouissent plus d'aucune autonomie et que la vie sociale et intellectuelle s'arrête aux portes de ces associations ? Pas véritablement. Car à défaut de structures indépendantes, des groupes informels subsistent ou se forment en dehors des structures offi-

---

<sup>127</sup> Chu Anping par exemple, qui intègre l'Association chinoise des travailleurs de l'édition à l'automne 1949, semble sincère lorsqu'il déclare que tous les éditeurs vont enfin pouvoir travailler main dans la main, avec l'aide de l'État, pour moderniser l'industrie du livre. Voir *CBSL*, 1995, vol. I, p. 463.

cielles, des groupes qui sont tolérés, même s'ils ne sont pas toujours bien perçus. Des sociétés d'études, des amicales, des cercles de discussion voient notamment le jour. Alors que les mieux intégrés évoluent désormais dans les cercles proches du Parti <sup>128</sup>, un petit cercle se forme par exemple, en 1950-1951, autour de Luo Longji qui entretient des contacts étroits avec les milieux universitaires, avec Zhang Dongsun, Pan Guangdan et Fei Xiaotong notamment <sup>129</sup>. Par ailleurs, les formes de sociabilité bien établies ne disparaissent pas. Enseignants, chercheurs, écrivains et journalistes se retrouvent dans les librairies, les maisons de thé ou les restaurants pour s'informer, discuter et débattre. Rencontres et échanges ne font certes pas le débat public, mais certains ne manquent pas de défendre leurs idées dès qu'ils en ont l'occasion.

Sur le plan matériel, les intellectuels continuent, pour l'essentiel, de bénéficier des avantages associés à la vie urbaine, avantages auxquels s'ajouteront bientôt ceux que leur confèrent le statut de résident urbain <sup>130</sup>. Une petite minorité peut même se prévaloir d'un traitement privilégié <sup>131</sup>. En contrepartie, ils sont tenus de respecter les normes et hiérarchies du nouvel ordre social, de composer avec leurs nouveaux proches et de faire la preuve qu'ils sont dignes des égards qu'on leur prodigue. Chemin faisant,

---

<sup>128</sup> C'est par exemple le cas de Zhang Bojun, Shi Liang et Shen Junru. Voir Zhang Yihe 章詒和, *Wangshi bing bu ru yan* 往事并不如烟 (Tous les souvenirs ne partent pas en fumée), Pékin : Renmin chubanshe, 2004, p. 3-8.

<sup>129</sup> En 1950, le groupe projette même de lancer une revue mais le projet avorte. Voir Zuo Yuhe, *op. cit.*, p. 429 ; Ye Duyi, *op. cit.*, p. 43-50.

<sup>130</sup> Conçu à l'origine comme un outil d'enregistrement de la population, le *hukou* 戶口 ou « système d'enregistrement de la résidence » qui est instauré entre 1951 et 1958 introduit en effet une hiérarchie entre résidents non agricoles et résidents agricoles, laquelle se traduit par une distribution inégale de droits et d'avantages au profit des premiers. Voir Cheng Tiejun, Selden Mark, « The Origins and Social Consequences of China's Hukou System », *The China Quarterly*, 1994, 139, p. 644-668.

<sup>131</sup> Ceux qui intègrent le gouvernement ou l'appareil de l'État jouissent en effet des maints avantages que leur confère leur fonction – confort matériel, chauffeur, possibilité de se ravitailler dans les magasins spéciaux ou d'effectuer des missions à l'étranger – et préservent en outre certains privilèges hérités de l'ancien régime. C'est aussi le cas de la bourgeoisie d'affaire dont les représentants gardent parfois un train de vie luxueux. Voir Bergère Marie-Claire, *Histoire de Shanghai*, Paris : Fayard, 2002, p. 364-365 et *Capitalismes et capitalistes en Chine, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris : Perrin, 2007, p. 188-203 ; Nien Cheng, *Vie et mort à Shanghai*, Paris : Albin Michel, 1987, p. 470.

une fusion partielle s'amorce entre anciennes et nouvelles élites, trait que partagent bien des révolutions.

Si certains, tel Xiao Qian qui travaille dans les locaux de l'agence Xinhua, doivent certes s'adapter à leur nouvel environnement de travail, la vie ne change pas radicalement. Les intellectuels ralliés ne rompent pas avec les cercles et milieux qu'ils ont l'habitude de fréquenter, pas plus qu'ils ne changent leur façon de vivre ou ne renoncent à leurs convictions : l'amitié, la solidarité, les valeurs et les intérêts qu'ils partagent, continuent, pour l'essentiel, d'orienter leur vie privée, sociale et intellectuelle <sup>132</sup>.

Des changements se dessinent pourtant. Par crainte des sarcasmes, pour éviter de se démarquer ou montrer qu'ils sont prêts à s'adapter, certains abandonnent leurs vêtements occidentaux pour revêtir l'ensemble de coton bleu, le costume Sun Yat-sen, parfois appelé costume Lénine (et plus tard costume Mao), qu'affectionnent les cadres du Parti <sup>133</sup>. Comme tout répertoire culturel, le vêtement est instrumentalisé par le Parti et les changements qui interviennent dans les codes vestimentaires sont pour l'essentiel contextuels et relatifs. Reste que celui qui troque sa robe traditionnelle ou son costume occidental pour le costume Lénine manifeste souvent sa volonté de marcher avec son temps. À l'inverse, celui qui ne modifie rien à sa façon de se vêtir continue d'afficher un style de vie et, partant, un rapport au monde et au politique.

Certains se lancent aussi dans la lecture de Marx, Lénine et Mao ou dans l'apprentissage du russe et tous doivent bientôt apprendre les rudiments du nouveau langage politique <sup>134</sup>. Loin de toujours renvoyer à des transformations effectives – chacun sait parfaitement jouer des divers registres de langue selon les circonstances –, ces évolutions témoignent sur-

---

<sup>132</sup> Liang Shuming garde par exemple des liens étroits avec Zhang Dongsun, Chu Anping et Zhang Naiqi. Shen Congwen continue de fréquenter ses amis et anciens collègues de Beida. Zhang Yuanji garde des liens avec les anciens des Shangwu ainsi qu'avec nombre d'universitaires. Voir Zuo Yuhe, *op. cit.*, p. 435 ; Liang Shuming, *Liang Shuming quanji* 梁漱溟全集 (Œuvres complètes de Liang Shuming), Jinan : Shandong chubanshe, 1993, vol. VIII, p. 453 ; Zhang Yuanji, *op. cit.*, p. 1218 et p. 1259.

<sup>133</sup> Un phénomène qui ne manque pas de piquant lorsque l'on sait que, de leurs côtés, les cadres affectés au travail du front uni sont encouragés à porter le costume occidental. Voir Xia Yan 夏衍, *Xia Yan qishi nian wenxuan* 夏衍七十年文選 (Sélection d'écrits de Xia Yan), Shanghai : Shanghai wenyi chubanshe, 1996, p. 441.

<sup>134</sup> Zhu Kezhen, *op. cit.*, p. 1294-1296 ; Zhang Guansheng, *op. cit.*, p. 287 ; Xia Chengtao, *op. cit.*, p. 55.

tout de la nécessité de s'accommoder, de s'adapter aux exigences de l'époque, une nécessité vécue de manière plus ou moins contraignante selon les cas <sup>135</sup>.

Aveuglement, malaise et angoisse président aussi aux premiers retournements et aux premiers replis. Indépendants de tout engagement d'école, opportunistes ou sincères, les revirements de Feng Youlan, Feng Zhi ou Jin Yuelin 金岳霖 (1896-1984) restent difficiles à interpréter. Motivés par la conviction que c'est là la meilleure façon de négocier leur survie ou par l'attrait réel pour une idéologie qui n'offre que certitudes à ces intellectuels désorientés, ils restent le fait d'une minorité et diffèrent des efforts que beaucoup consentent à faire dans le cadre du nouveau contrat de coexistence qui s'impose à eux, même si les incompréhensions se font plus aiguës avec le temps.

L'heure n'est pas au puritanisme révolutionnaire mais les choses commencent à changer en effet. Alors que le petit cercle formé autour de Luo Longji fait l'objet d'attaques, Xiao Qian déplore, en février 1952, la transformation des petites maisons d'édition et constate que les librairies ne sont déjà plus les lieux de convivialité qu'elles étaient <sup>136</sup>. Au même moment, Gu Jiegang relève que le théâtre n'est plus qu'un instrument au service de la propagande <sup>137</sup>. L'atmosphère change donc, peu à peu. L'austérité s'installe, l'ostracisme des cadres du Parti se fait plus pesant, le contrôle social gagne en efficacité. Autant d'évolutions qui conduisent certains à se replier sur leur travail comme Chen Yinke a décidé de le faire dès son arrivée à l'université Lingnan en janvier 1949 <sup>138</sup>.

---

<sup>135</sup> En privé, on reprend pour s'en moquer les « termes à la mode » (*shimao shuyu* 時髦術語) et on ironise sur les « paroles creuses » (*kongtan* 空談) de ceux qui n'ont que la « vulgate en tête » (*yi naozi bagu* 一腦子八股). On s'afflige, aussi, du caractère ennuyeux des séances d'étude et des longs discours dont certains, notons-le, ne cachent pas qu'ils n'en saisissent pas toujours le sens, à plus forte raison lorsque les intervenants ne s'expriment pas en *putonghua* ! Song Yunbin, *op. cit.*, p. 125-127 et p. 167 ; Xu Zhucheng, *op. cit.*, p. 212-213 ; Gu Chao, *op. cit.*, p. 248-249.

<sup>136</sup> Lettre de Xiao Qian à Ba Jin, 9 février 1952, *Xiao Qian shuxin ji* 蕭乾書信集 (Correspondance de Xiao Qian), Zhengzhou : Henan renmin chubanshe, 1991, p. 2-3.

<sup>137</sup> En historien, il souligne les distorsions et les anachronismes dans la mise en scène des pièces montées dans le contexte de la guerre de Corée. Voir Gu Chao, *op. cit.*, p. 245.

<sup>138</sup> Tenu à l'écart des premières campagnes, il y poursuit des recherches à contre-courant et tient tête aux autorités dès que la situation le lui commande. En novembre

On mesure bien, au terme de cette étude, la part d'espoir et de crainte avec laquelle ces intellectuels abordent le changement de régime, la part d'illusion et de déception avec laquelle ils traversent ces années que l'on commence à peine à mieux connaître.

Conscients de la faiblesse du social et de l'impérieuse nécessité de construire un État moderne mais n'ayant pas vocation à diriger, ils se rallient à un pouvoir qui les appelle à coopérer pour mener à bien la construction de l'État car c'est précisément ce qu'ils attendent de lui et ce que n'a pas réussi le Guomindang. Subordonné à l'impératif de la construction nationale, leur ralliement n'est donc ni démission ni naïveté, si risqué leur pari sur l'avenir soit-il, car ils ne font pas le choix de l'État contre la société et les libertés mais celui de l'État pour une autre société. Exploité comme un instrument de direction hégémonique et de domination, le nouveau front uni fait naître d'autant plus d'espoir que leurs attentes coïncident avec certaines des ambitions affichées par le nouveau pouvoir.

Pourtant, si les exigences de la construction nationale les prédisposent à accepter certains sacrifices, les efforts déployés par le Parti et ses relais ne dissipent pas leurs doutes et leurs craintes qui s'expriment, de manières diverses, y compris dans les rangs de ceux qui participent à l'action gouvernementale. En dépit de l'immense espoir suscité par l'avènement du nouveau régime, c'est donc peut-être l'ambivalence inhérente à la coexistence de sentiments contradictoires qui caractérise le mieux ces intellectuels dont le consentement n'est bien souvent que partiel, fragile et temporaire, d'autant que dès 1951-1952 s'amorce la stratégie d'exclusion qui finira par dominer le maoïsme dans les années 1960-1970<sup>139</sup>. Reste que la transition est plus qu'un expédient temporaire, la

---

1953, lorsqu'on lui proposera de rejoindre l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, il posera carrément ses conditions : ne pas être obligé de produire selon les canons du marxisme et ne pas être obligé de suivre des cours politiques. Deux conditions qu'il veut voir consignées par écrit et approuvées par Mao Zedong ou Liu Shaoqi ! Voir Lu Jiandong, *op. cit.*, p. 38-42 et p. 102.

<sup>139</sup> Le contexte international, les résultats de la politique modérée adoptée par le Parti en 1949 – stabilisation du régime, reprise de l'activité économique, recul de l'inflation, nouvel essor du secteur privé –, la fin de la réforme agraire dans le Nord et l'impatience de Mao semblent avoir compté pour beaucoup dans le changement de cap qui s'amorce alors. Décidé à passer à la vitesse supérieure, Mao annonce en septembre

Nouvelle démocratie plus qu'un décor en trompe-l'œil, ne serait-ce que parce qu'elle est à la base du consensus sans lequel les communistes auraient rencontré bien plus de difficultés.

Peu ou prou contraints de s'adapter, la plupart vivent finalement ces années comme une sorte de fatalité, comme le prix à payer pour voir la Chine se relever et renaître ; et si certains tentent de s'arrimer au nouvel ordre, beaucoup s'efforcent seulement de jouer le jeu et continuent de vivre, de penser et de se penser selon leurs critères propres.

---

1952 que la « transition vers le socialisme » (*xiang shehuizhuyi guodu* 向社會主義過渡) ne commencera pas dans dix ans ou plus mais qu'elle sera achevée d'ici dix à quinze ans. Le régime s'achemine donc vers la fin de la « période néo-démocratique » et, avec elle, la fin du compromis post-révolutionnaire avec les élites urbaines. Voir Bo Yibo 薄一波, *Ruogan zhongda juece yu shijian de huigu* 若干重大決策與事件的回顧 (Quelques réflexions sur certaines grandes décisions et sur certains événements importants), Pékin : Zhonggong zhongyang dangxiao chubanshe, 1991, vol. 1, p. 213-214 et p. 221 ; *ZGXGW*, 1996, vol. III, p. 193.

## **Résumé**

Christine VIDAL : D'un régime à l'autre : les intellectuels ralliés au pouvoir communiste, 1948-1952

L'histoire des intellectuels restés à distance du Guomindang et du parti communiste chinois et qui, en 1949, décident de coopérer avec le nouveau régime reste mal connue. Cet article s'attache à expliciter leur choix et à rendre compte de leurs attitudes. L'analyse porte sur trois moments : la période charnière qui va de l'effondrement du Guomindang à la prise des villes par les forces communistes en 1948-1949, l'instauration du nouvel ordre en 1949-1950, et les transformations engagées entre 1950 et 1952. La période de transition apparaît au final comme une période pleine d'hésitations et d'incertitudes, durant laquelle le parti communiste chinois semble moins maître du jeu qu'on ne l'a dit, et la politique de front uni une stratégie risquée, aux résultats aléatoires. Pour ces intellectuels, dont le ralliement au nouveau régime n'est ni démission ni naïveté, elle correspond à une période d'espoir, d'accommodation et de désillusions, d'autant que dès 1951-1952 s'amorce la stratégie d'exclusion qui finira par dominer le maoïsme au cours des deux décennies suivantes.

## **Abstract**

Christine VIDAL: From one régime to another: intellectuals won over to Communist power, 1948-1952

The history of the intellectuals who kept a certain distance from both the Guomindang and the Chinese Communist Party but eventually decided to stay in China in 1949 and cooperate with the party in power has as yet hardly been explored. This article seeks to explain their choice and account for their attitudes. The analysis focuses on three moments: the transitional period from the collapse of the Guomindang to the takeover of the cities by Communist forces in 1948-1949, the establishment of the new order in 1949-1950, and the transformations undertaken between 1950 and 1952. The transition period appears ultimately to be one full of hesitations and uncertainties, during which the Chinese Communist Party seems to be less in control than some have previously claimed, and the United Front policy appears as a more hazardous strategy with unexpected results. For those intellectuals whose rallying to the new régime was neither abdication nor naïveté, it represents a period of hope, accommodation and disillusionment, all the more given the strategy of exclusion which, starting from 1951-1952, came to dominate Maoism during the next two decades.